

INITIATIVE DE RASSEMBLEMENT

Boughali appelle à répondre à l'appel du Président de la République

P.3

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

L'Algérie restera "fidèle" à ceux qui l'avaient soutenue lors de la Révolution nationale (Premier ministre)

P.3

DIPLOMATIE

Belani réplique aux propos "ridiculement irresponsables" du représentant du Maroc à l'ONU

P.3

VISITE DE TEBBOUNE EN TURQUIE

Président Erdogan : "nous considérons hautement le rôle de l'Algérie en Afrique du Nord et au Sahel"

La Turquie considère hautement le rôle joué par l'Algérie en Afrique du Nord et au Sahel, a indiqué lundi à Ankara le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président turc a avancé : "nous considérons hautement le rôle que joue l'Algérie en Afrique du Nord et au Sahel". "En tant que pays qui jouent un rôle important pour assurer la sécurité et la paix dans le continent africain, nous sommes déterminés à renforcer également notre coopération dans les industries militaires", a-t-il ajouté. Le président turc a indiqué, par ailleurs, que les entretiens avec le Président Tebboune ont porté sur l'action commune à entreprendre au niveau international concernant plusieurs dossiers, dont les dossiers libyen et palestinien. P.24



JOURNÉE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Journée d'étude à Alger

P.4

GESTION BUDGÉTAIRE

Le système intégré permettra de gérer efficacement les deniers publics (DG du Budget)

P.6

LUTTE CONTRE LE COVID19

Une bonne hygiène de vie recommandée (Dr.Fourar)

P.10

SANTÉ

ARRÊT DU TABAC

Il faut en moyenne deux tentatives

Pp 12-13

F  **T B A L L**

PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Mahrez nommé pour le titre de joueur de la saison

P.21



TÉLÉPHONIE

China Telecom lance un smartphone "sécurisé"

P.17

AÏN TÉMOUCHENT

4.000 timbres poste illustrant le patrimoine algérien et palestinien

P.2

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

46 morts et 1535 blessés en une semaine



Quarante-six personnes ont trouvé la mort et 1535 autres ont été blessées dans 1209 accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas du pays durant la période du 8 au 14 mai, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Oued avec 8 morts et 33 blessés dans 23 accidents, précise la même source.

Par ailleurs, les équipes de secours la Protection civile qui ont effectué 839 interventions, ont procédé à l'extinction de 523 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été enregistrés dans la wilaya d'Alger avec 78 interventions pour l'extinction de 44 incendies.

Pour ce qui est opérations diverses, 6041 interventions ont été effectuées durant la même période pour l'exécution de 5291 opérations d'assistance aux personnes, ainsi que le sauvetage de 747 personnes en danger, ajoute la même source.

AÏN DEFLA

Arrestation d'un individu, objet de 5 mandats d'arrêt



Un individu recherché par la justice en vertu de cinq mandats d'arrêt émis à son encontre pour son implication dans divers crimes, a été arrêté lundi par les services de sécurité à Aïn Defla, a-t-on appris des services de la sûreté de wilaya.

Ayant eu vent d'un individu en état de fuite, après qu'il eut été condamné à cinq reprises par la justice pour son implication dans divers crimes, les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya ont mis en place un plan minutieux visant sa neutralisation, a-t-on indiqué à la cellule de communication et des relations publiques (CCRP) de cette institution sécuritaire.

Après avoir identifié l'individu en question, recherché par la justice notamment pour "agressions" et "émission de chèques sans provisions", les policiers l'ont surveillé de très près, l'arrêtant non loin de son lieu de résidence, a-t-on fait savoir.

Le mis en cause, âgé de 34 ans, a été présenté le jour même devant les instances judiciaires de Aïn Defla, lesquelles "se chargeront d'examiner son dossier de manière exhaustive", a-t-on indiqué de même source.

Il a été mis en détention préventive, en attendant d'être jugé, a-t-on précisé.

TINDOUF

Bientôt un Institut national spécialisé de la formation professionnelle



Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels sera renforcé dans la wilaya de Tindouf par un Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP), a-t-on appris lundi des responsables locaux du secteur.

L'institut, dont les dispositions pour son équipement socio-pédagogique ont été prises, offrira, une fois opérationnel, des spécialités de formation répondant aux besoins de développement de la région, notamment en prévision de l'exploitation du projet de gisement minier de Ghar-Djebilet et d'autres filières liées aux mines et carrières.

Ces mêmes responsables ont indiqué, à ce titre, que les spécialités de formation seront en rapport avec les exigences des secteurs de l'Énergie et des Mines, de l'industrie pétrolière, de l'électronique et de l'électricité, en sus d'autres afférentes aux services, dont l'informatique et la gestion administrative.

GHARDAIA

Une bande de malfaiteurs neutralisée



Une bande criminelle spécialisée dans le vol par effraction et le cambriolage des habitations a été démantelée par les éléments de la première sûreté urbaine de Chaâbat El Nichane (Ghardaia), rapporte-t-on lundi dans un communiqué de cette institution sécuritaire.

Après investigations suite à plusieurs plaintes de victimes, les policiers ont pu identifier les membres de la bande composée de quatre individus et les arrêter avec en leur possession un butin volé (du matériel électroménager, des objets de valeur et des sommes d'argent estimées à plus de 140.000 DA), un véhicule ainsi que des psychotropes et du kif, a-t-on précisé.

Les mis en cause ont été soumis, a-t-on précisé de même source, à une enquête préliminaire sous la supervision du parquet compétent et sont poursuivis pour "association de malfaiteurs, vol par effraction, dissimulation et recel d'objets volés, violation de domicile et détention de produits prohibés (psychotropes et drogue)".

AÏN DEFLA

Arrestation de trois personnes recherchées par la justice



Trois individus recherchés par la justice pour divers crimes commis ont été arrêtés dimanche à Khémis Miliana (Aïn Defla), a-t-on appris lundi des services de la sûreté de wilaya.

Ces arrestations ont été effectuées suite à des opérations inopinées de lutte contre la criminalité, lesquelles ont ciblé nombre d'endroits réputés être le fief de la criminalité, auxquels s'ajoutent les places publiques, ainsi que les gares routière et ferroviaire, a-t-on indiqué à la cellule de communication et des relations publiques (CCRP).

Au cours de ces opérations, les services de police ont identifié trente (30) individus de différentes tranches d'âge, et trois, âgées entre 25 et 41 ans, recherchés par la justice pour leur implication dans divers crimes, notamment vol et agressions, a-t-on fait savoir.

Constantine Opération de remise de clés de logements publics locatifs (LPL) Une opération de remise de clés d'un quota de 306 logements publics locatifs (LPL) a été lancée lundi au profit des bénéficiaires de pré-affectations pour ce type de logement à Ibn Ziad (Constantine).

L'opération s'est déroulée sur le site des logements réalisés dans le cadre des efforts de l'Etat visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens à travers la prise en charge de leurs préoccupations s'agissant du logement notamment, a-t-on indiqué.

La remise des clés a été encadrée par les services de l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de concert avec la daïra d'Ibn Ziad qui veilleront à conclure toutes les procédures administratives d'usage qui permettent à ux bénéficiaires de prendre possession de leurs logements, a-t-on noté.

AÏN TÉMOUCHENT

Exposition de plus de 4.000 timbres poste illustrant le patrimoine algérien et palestinien



L'artiste collectionneur Abdelkader Chakroun a présenté plus de 4.000 timbres-poste illustrant le patrimoine culturel et historique algérien et palestinien lors d'une exposition organisée lundi par la maison de la culture Aïssa-Messaoudi de Aïn Témouchent dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine.

Le collectionneur a présenté le premier timbre de l'Etat algérien émis le 1er novembre 1962 qui illustre une carte de l'Afrique et le drapeau algérien, à l'occasion de la célébration du 8e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, a-t-il dit.

INITIATIVE DE Rassemblement

Boughali appelle à répondre à l'appel du président de la République

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a appelé, dimanche à Alger, à répondre à l'appel du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers son initiative de rassemblement et de cohésion nationale, affirmant la nécessaire adhésion de tous au processus de réédification.

Dans son allocution lors d'une séance plénière consacrée à la présentation du projet de loi complétant la loi 01-11 relative à la pêche et à l'aquaculture, M. Boughali a indiqué que "l'adhésion de tous à l'appel du président de la République relève du devoir national, d'autant qu'on s'apprête à célébrer le 60e anniversaire de recouvrement de notre liberté et souveraineté", ajoutant que "l'Algérie appartient à tous ses enfants appelés aujourd'hui à adhérer, de la même manière dont ils l'avaient libérée par le passé, à son processus de réédification et à concourir au rassemblement de toutes ses composantes dans le cadre de cette noble démarche nationale".

Le président de la chambre basse du Parlement a estimé que "l'Algérie d'aujourd'hui conduite par le président Abdelmadjid Tebboune amorce une nouvelle étape, celle de la consolidation de la cohésion nationale et du front interne, laquelle intervient après finalisation de l'édification de ses institutions constitutionnelles, grâce à des lois transparentes, à la volonté populaire et au libre choix. L'engagement du président Tebboune et ses promesses à l'adresse du peuple sont, ainsi, honorés". Et d'ajouter: "nous amorçons une étape qui répond à nos valeurs civilisationnelles, inspirée de l'essence même de notre Glorieuse Révolution et de la déclaration du 15 novembre". "La main tendue du Président de la République et son appel à la cohésion nationale, de même que l'ouverture



des portes du dialogue et de la concertation avec les partenaires et acteurs parmi les hommes politiques, organisations et personnalités agissantes, sont la plus grande preuve de ses bonnes intentions et de la sincère volonté politique de rassemblement et de mobilisation des forces nationales dans le cadre de la démarche de réédification", a indiqué M. Boughali.

"En tant que représentants du peuple à l'APN, nous saluons cette attitude venant d'un homme qui n'a eu de cesse de montrer qu'il était du côté des fidèles à ce pays dans la consolidation des fondements de l'Etat algérien et le rétablissement de sa place, une Algérie forte, influente et agissante au double plan régional et international, et attachée à ses constantes et valeurs, avec une vision économique conforme aux normes internationales pour opérer le véritable décollage fondé sur une volonté claire dans la préparation d'une plateforme solide sur laquelle

repose l'économie nationale, loin du rafistolage qui a pesé lourdement sur le pays et freiné ses capacités des décennies durant", a-t-il dit.

"Je ne puis, en votre nom tous, que dire à monsieur le Président que cette démarche noble est la voie digne d'estime et que le rassemblement constitue l'espoir attendu où le pays ouvre ses bras à tous pour réaliser l'objectif escompté, sauf ceux qui ont franchi les lignes rouges et préféré conspirer contre le pays et le peuple", a-t-il poursuivi.

Après avoir salué "cette éminente orientation découlant d'une vision clairvoyante et d'une grande sagesse", le président de l'APN a remercié "tous les acteurs ayant répondu favorablement ou salué cette démarche émanant de la conviction du président de la République et qui s'est manifestée durant sa campagne électorale, avec laquelle le peuple a réagi, notamment les jeunes convaincus de la sincérité de la proposition et de la démarche".

DIPLOMATIE

Belani réplique aux propos "ridiculement irresponsables" du représentant du Maroc à l'ONU

L'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a répliqué lundi aux propos "ridiculement irresponsables" tenus par le représentant permanent du Maroc auprès des Nations unies, qui visaient à porter atteinte à l'unité nationale du peuple algérien. "L'incorrigible Représentant permanent du Maroc auprès des Nations unies a récidivé en tenant des propos ridiculement irresponsables attentant misérablement à l'unité nationale du peuple algérien",

a indiqué M. Belani dans une déclaration à l'APS, soutenant que l'unité du peuple algérien a été "forgée dans le creuset ardent de notre glorieuse guerre de libération nationale". Et d'ajouter, "naturellement, lui dont l'Etat moderne (Maroc NDLR) a été fondé par le résident général du protectorat français, le maréchal Lyauté (dont la statue équestre est toujours à Casablanca) ne peut pas comprendre la conscience patriotique qui anime farouchement le peuple algérien dans la défense de son unité nationale et de l'intégrité territoriale de son pays".

Pour M. Belani, "l'état de vassalité avéré de son

pays, dont un ancien ambassadeur français soulignait, de manière offensante quoique avec justesse, que le Maroc est une "maitresse" qu'on doit défendre même si on n'en est pas amoureux, le disqualifie, à tout jamais, de proférer de telles contre-vérités historiques et autres stupidités crasses à l'endroit du peuple et de la nation algérienne".

"En relisant les inepties de l'inénarrable ambassadeur, on ne peut que penser, avec gravité, au sort des milliers de Rifains pacifiques qui font l'objet d'une répression féroce et dont les leaders innocents crouissent dans les cachots moyenâgeux du

royaume, soumis aux pires sévices et humiliations", a encore dit l'Envoyé spécial.

M. Belani a, dans ce sens, rendu hommage à "ces vaillants fils du peuple du Rif qui vivent sous la botte d'un Etat voyou policier rêvent d'une vie digne et décente et nourrissent l'espoir ardent de pouvoir, un jour, s'auto-déterminer dans le prolongement de la légendaire République du Rif, proclamée un certain 18 septembre 1921, par le valeureux Mohamed ben Abdelkrim Al-Khattabi dont on salue avec déférence la mémoire d'un authentique fils du Rif, épris de liberté et de justice".

ALGÉRIE- COLOMBIE

Installation d'un groupe d'amitié

Le Groupe d'amitié ouvert algéro-colombien a été installé dans le cadre d'une visite de travail effectuée, à Bogota, par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Chakib Rachid Kaid. Dans le cadre de sa visite de travail en Colombie, M. Kaid, a pris part à la cérémonie solennelle de "l'installation du Groupe d'amitié ouvert algéro-colombien" (actuellement composé de douze membres de la Chambre des représentants colombienne - Chambre basse), en présence des membres dudit groupe, des représentants du ministère colombien des Relations extérieures, des membres de la mission diplomatique algérienne à Bogota, et des amis de l'Algérie. L'Ambassadeur de Colombie à Alger a participé également à cette cérémonie par visioconférence. Cette cérémonie a été marquée par les interventions du vice-président de la Chambre des représentants, le député Alberto Alban et du secrétaire

général du ministère des Affaires étrangères et de l'Ambassadeur d'Algérie en Colombie, ainsi que celles de députés membres du groupe d'amitié dont German Navas Talero, grand ami de l'Algérie et défenseur de ses causes nobles. A cette occasion, M. Kaid a souligné que sa présence en Colombie correspondait, au-delà de cet événement historique, à sa participation à la 4ème session du mécanisme des consultations politiques algéro-colombiennes, dont il a coprésidé les travaux avec M. Francesco Echeverri Lara, vice-ministre colombien des Relations extérieures. Il a également rappelé que la création et l'installation de ce groupe est de nature à permettre la coordination avec son homologue de l'Assemblée nationale populaire qui vient d'être installé le 8 mai 2022. La "signification plurielle" de cet événement marquant l'histoire d'amitié et de fraternité qui lie les deux peuples et les deux pays a été, par ailleurs, mise en exergue.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION M. Benabderrahmane préside l'ouverture du séminaire international sur les amis de la Révolution algérienne

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux du séminaire international des amis de la Révolution algérienne, organisé par le ministère des Moudjahidines et des Ayants-droit, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger sous le thème "La Révolution algérienne, source de rayonnement des valeurs humaines, pont d'amitié entre les nations". La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du conseiller du président de la République chargé des relations extérieures, Abdelhafid Allahoum, du conseiller du président de la République chargé des archives et de la Mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, et du conseiller auprès du président de la République chargé de la culture et de l'audiovisuel, Ahmed Rachedi, ainsi que des membres du gouvernement et des per-

sonnalités historiques et politiques. Les participants à ce séminaire, placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, débattent de plusieurs thèmes relatifs aux valeurs humaines, aux chartes de la Révolution algérienne et son rôle dans le raffermissement des relations avec les nations du monde. Les participants à cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des festivités commémorant le 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, évolueront, en outre, l'appui et le soutien des amis de la Révolution à la lutte du peuple algérien, en plus des conférences qui seront animées par des enseignants et chercheurs universitaires algériens et d'autres de pays frères et des témoignages d'amis de la Révolution de différents outre des expositions de livres, et de photos historiques des amis de la Révolution.

L'Algérie restera "fidèle" à ceux qui l'avaient soutenue lors de la Révolution nationale (Premier ministre)

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, mardi, que l'Algérie restera "fidèle" à tous ceux qui l'avaient soutenue et avaient été à ses côtés lors des épreuves difficiles endurées lors de la Glorieuse Guerre de libération nationale.

"L'Algérie, à travers les générations, restera fidèle à tous ceux qui l'avaient soutenue et avaient été à ses côtés dans les épreuves difficiles endurées lors de sa Glorieuse Révolution nationale et transmettra les valeurs de fidélité et de loyauté à ses vaillants enfants", a indiqué M. Benabderrahmane à l'ouverture des travaux du séminaire international sur les amis de la Révolution algérienne, organisé sous le thème "La Révolution algérienne, source de rayonnement des valeurs humaines, pont d'amitié entre les Nations".

Et d'ajouter: "Ces valeurs constituent une passerelle entre les Nations et un véritable gage d'amour pour la réalisation de la coopération, du progrès et de la

paix dans le monde". "L'Algérie demeurera un symbole de liberté, de par sa position constante et pondérée pour la défense des causes justes dans le monde, étant l'expression même de sa fidélité aux principes ayant permis au peuple algérien d'exercer son droit légitime à l'autodétermination", a-t-il soutenu.

Pour M. Benabderrahmane, la défense par l'Algérie de ce principe se traduit par "ses positions de soutien aux peuples en quête de liberté et d'affranchissement du colonialisme et sa profonde conviction que la volonté des peuples est souveraine en toutes circonstances" et que leur droit à l'autodétermination ne peut être confisqué, sous aucun motif, notamment lorsqu'il s'agit du parachèvement du processus de décolonisation de la dernière colonie africaine, à savoir la République arabe sahraouie Démocratique (RASD), et du soutien au peuple palestinien pour l'établissement de son Etat national indépendant avec Al-Qods pour capitale".

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE ALGÉRO-RUSSE Viktor Bondarev en visite en Algérie

Le président de la Commission de défense et de sécurité au Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de Russie, Viktor Bondarev, entamera, mardi, une visite officielle en Algérie à l'invitation du Conseil de la nation, et ce dans le cadre du renforcement des relations algéro-russes, indique, lundi, un communiqué de la Chambre haute du Parlement. "Dans le cadre du renforcement des relations algéro-russes, à l'occasion du 60ème anniversaire de leur établissement et à l'invitation du Conseil de la nation, le président de la Commission de défense et de sécurité au Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de Russie, Viktor Bondarev, accompagnée d'une délégation, entamera, mardi, une visite officielle en Algérie du 17 au 20 mai en cours", précise la même source. Cette visite s'inscrit "dans le cadre de la redynamisation du protocole de coopération parlementaire signé entre le Conseil de la nation et le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de Russie, le 13 mai 2014, et du mémorandum d'entente conclu entre les administrations des deux Institutions le 11 décembre 2010". M. Bondarev et la délégation l'accompagnant seront reçus par les présidents des deux chambres du Parlement. Ils auront ensuite des séances de travail avec les présidents des deux commissions parlementaires de défense ainsi que des audiences avec de hauts responsables de l'Etat. A rappeler que M. Viktor Bondarev a effectué auparavant une visite en Algérie du 12 au 15 novembre 2018.

FEUX DE FORÊTS Un projet d'une plateforme algéro-canadienne de fabrication aéronautique en discussion

Un projet d'une plateforme algéro-canadienne de fabrication aéronautique, spécialisée dans la lutte contre les feux de forêts, est en cours de discussion, a indiqué lundi à Alger, le président du Conseil de développement Canada-Algérie (CDCA), Ghani Kollli.

Intervenant à l'occasion de la tenue du 1er séminaire algéro-canadien sur la lutte contre les feux de forêts par des moyens aériens, organisé par le CDCA sous le parrainage du ministère de l'Agriculture et du développement rural, M.

Kollli a affirmé que le CDCA "ambitionne d'accompagner l'Algérie pour avoir une plateforme aéronautique de fabrication grâce à des partenariats avec des opérateurs canadiens".

Il a, à cet effet, expliqué que les discussions qui se tiendront à l'occasion de ce séminaire, pourraient aboutir, "à moyen terme", à la création d'une plateforme algéro-canadienne dans le domaine aéronautique.

Soulignant qu'un tel projet nécessite "plusieurs années pour être concrétisé", M. Kollli a ajouté que le partenariat dans ce domaine "très varié" pourrait commencer par la spécification dans la lutte contre les feux de forêts, pour y rajouter "progressivement" d'autres besoins, comme l'aviation civile et militaire.

Cette plateforme inclura une école des métiers de l'aéronautique, ainsi qu'un incubateur/accélérateur aérospatial afin d'accompagner les intervenants algériens dans la lutte contre les feux de forêt par voie aérienne, selon les normes internationales, tout en favorisant le développement d'une expertise algérienne sur le moyen et le long terme, a-t-il ajouté.

Le projet, assure-t-il, contribuera à la création d'emplois, mais également le transfert de technologie et de savoir faire de la partie canadienne, soulignant l'ambition de permettre à l'Algérie de devenir "leader" dans les régions du Maghreb et de la Méditerranée dans la lutte contre les incendies de forêts, ainsi que pouvoir aider d'autres pays.

Pour sa part, l'ambassadeur du Canada en Algérie, Michael Ryan Callan, a rappelé que "les changements climatiques sont devenus un défi universel", ajoutant que le partenariat entre l'Algérie et le Canada dans le domaine de la lutte contre les feux de forêt revêt une importance "fondamentale" et présente un rapport "gagnant-gagnant" entre les deux pays.

Mettant en avant le "haut" degré de qualification de l'industrie aéronautique canadienne, ce qui lui permet d'exporter ses produits vers 190 pays, l'ambassadeur a indiqué que son pays a exporté, vers l'Algérie, près de 12 millions de dollars canadiens de produits aérospatiaux durant les trois premiers mois de l'année en cours.

De son côté, le Business Development Manager de la société canadienne Conair (spécialisée dans la lutte aérienne contre les incendies), Jeff Berry, a affiché la disposition de son entreprise à accompagner l'Algérie dans sa lutte aérienne contre les feux de forêt "en terme de formation des pilotes et d'assistance techniques", notamment les compagnies algériennes qui opèrent pour une des solutions que propose son entreprise.

Il a, dans ce sens, expliqué que son entreprise a développé l'activité de modification d'aéronefs pour les mobiliser dans la lutte anti-incendie avec tout un package en matière de formation à différents niveaux.

A noter que ce séminaire s'est déroulé en présence du secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le directeur général des forêts, de nombreux spécialistes et experts canadiens en aéronautique, ainsi que plusieurs entreprises leaders dans le secteur de lutte aérienne contre les incendies.

DROITS DE L'HOMME Zaalani : "l'Algérie soucieuse d'asseoir les principes de coexistence pacifique et des droits de l'homme"

Le président du Conseil national des Droits de l'homme, Abdelmadjid Zaalani a affirmé, hier à Alger, le souci de l'Algérie d'asseoir les principes de coexistence et des droits de l'homme.

"Soucieuse d'asseoir les principes de coexistence pacifique et des droits de l'homme, l'Algérie est un Etat de paix", a souligné M. Zaalani, lors d'une allocution prononcée à l'ouverture des travaux d'une rencontre nationale intitulée "Dimension humanitaire de la résistance algérienne: de l'éthique de l'Emir Abdelkader à l'action humanitaire durant la Guerre de libération". Initiée par l'Algérie, l'institution du 16 mai comme Journée mondiale du vivre ensemble en paix reflète des positions et us que l'Algérie a préservés tout au long de son histoire ainsi que de nobles principes et valeurs, en tête desquels la non-ingérence dans les affaires internes d'autrui", a-t-il poursuivi.

Intervenant à l'occasion, le président du Conseil de la nation, Salah Goudji a indiqué, dans une allocution lue en son nom par le sénateur Abdelkader Gueriniq, que "le parcours humanitaire de l'Etat algérien depuis sa fondation se poursuit à travers sa défense des droits des peuples à l'autodétermination et la promotion de la culture de la paix et de la réconciliation".

"Les droits de l'homme ont toujours été le point focal de toutes les causes justes et ils sont étroitement liés à l'acte noble de libération et à la lutte contre la barbarie de la colonisation qui viole non seulement la terre mais aussi la dignité de l'homme", a précisé le président de la chambre haute du Parlement. Et de rappeler que le fondateur



de l'Etat algérien moderne, en l'occurrence l'Emir Abdelkader, était le symbole de la résistance nationale à l'intérieur du pays comme à l'exil forcé. Des générations de résistants, de moudjahidines et de chouhada avaient tracé leur chemin sur les traces de l'Emir". De son côté, le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, Laïd Rebiga a affirmé, dans son intervention, que "les chartes de la Guerre de libération nationale, en tête desquelles la Proclamation du 1er novembre 1954, stipulaient l'universalité des principes de notre lutte libératrice et des valeurs humaines.

Ils resteront un symbole pour l'autodétermination des pays qui croupissent encore sous le joug colonial". L'organisation

de cette rencontre "est porteuse d'une symbolique particulière, en ce sens qu'elle évoque les pages de l'histoire de l'Algérie dans toutes ses dimensions afin de s'en inspirer et d'en tirer les enseignements, pour que le passé s'érige en voie à suivre pour tracer les contours et épousées de l'Algérie nouvelle tout la place sur la scène internationale a été confortée dans les domaines de l'action humanitaire, toutes formes confondues", a-t-il souligné.

"Notre histoire nationale est riche d'événements et de symboles, parmi lesquels le chef de file de la résistance populaire, fondateur de l'Etat algérien moderne et avant-gardiste en matière des droits de l'homme: l'Emir Abdelkader, cette sommité qui s'est distinguée par sa résistance, sa pensée ou encore par sa philosophie et sa diplomatie".

"Les générations se sont inspirées de ses valeurs pour forger leur esprit de résistance qui s'est poursuivie sous diverses formes, puis couronnée grâce à la Guerre de libération nationale, de la liberté et de l'indépendance", a précisé M. Rebiga.

La rencontre a été rehaussée par la présence du Conseiller du président de la République, chargé des organisations nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, Hamid Lounaoui, la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Chorfi, ainsi que des représentants de divers secteurs et corps constitués.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Journée d'étude à Alger à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information

Une journée d'étude a été organisée mardi à Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, inscrite cette année sous le slogan: "Vieillir en bonne santé dans un monde numérique". Organisée par le ministère de la Poste et des Télécommunications, la journée d'étude traitera des moyens à mettre en œuvre pour l'encouragement de l'utilisation de l'internet et des autres technologies de l'information et de la communication (TIC) par les personnes âgées.

A cet effet, trois ateliers consacrés aux TIC au service des personnes âgées, à la santé et au bien-être des personnes âgées et à la stratégie à adopter pour bien vieillir, ont été inscrits à l'ordre du jour de cet événement qui vu la participation de cadres des secteurs des télécommunications, de la santé et de la solidarité nationale, ainsi que d'étudiants. A cette occasion, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a souligné, dans une allocution lue en son nom par son directeur de Cabinet, Mohamed Talaïef, la nécessité d'intégrer la frange des personnes âgées dans la société de l'information.

Il a insisté, à cet égard, sur l'impératif d'intensifier la coordination et la concertation entre les secteurs concernés afin de soutenir les efforts des hautes autorités de l'Etat pour améliorer la situation des personnes âgées et veiller à leur bien-être en favorisant leur intégration dans la société de l'information. Il a relevé, dans ce sens, que les technologies de l'information, dont l'internet, offrent un vaste potentiel pour améliorer la vie des personnes âgées, de leurs familles et de leur entourage.

L'utilisation d'outils technologiques peut offrir de nouvelles opportunités de croissance économique et sociale, en augmentant l'inclusion numérique et en encourageant la création d'environnements numériques adaptés aux personnes âgées. Selon lui, il s'agit aussi de procéder à la construction de villes plus intelligentes et plus humaines dans lesquelles les initiatives solidaires se multiplient et au sein desquelles les opportunités d'intégration intellectuelle et psychologique des personnes âgées se diversifient.

Le thème de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information à savoir, "Les technologies numériques pour les personnes âgées et le vieillissement en bonne santé", met l'accent sur l'importance d'utiliser les TIC pour que ces personnes jouissent d'une bonne santé, et vivent connectées et indépendantes sur le plan physique, émotionnel et financier. Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), le vieillissement de la population mondiale sera une tendance démographique déterminante du 21ème siècle.

Les télécommunications et les TIC ont un grand rôle à jouer pour parvenir à un vieillissement en meilleure santé, à lutter contre la discrimination fondée sur l'âge, à assurer l'inclusion financière des personnes âgées et à soutenir les soignants, note l'UIT. La Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, est célébrée le 17 mai de chaque année avec pour objectif de contribuer à sensibiliser l'opinion aux perspectives qu'offre les TIC dans les domaines économique et social, ainsi qu'aux moyens permettant de réduire la fracture numérique.

Le thème de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, est célébrée le 17 mai de chaque année avec pour objectif de contribuer à sensibiliser l'opinion aux perspectives qu'offre les TIC dans les domaines économique et social, ainsi qu'aux moyens permettant de réduire la fracture numérique.

Le thème de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, est célébrée le 17 mai de chaque année avec pour objectif de contribuer à sensibiliser l'opinion aux perspectives qu'offre les TIC dans les domaines économique et social, ainsi qu'aux moyens permettant de réduire la fracture numérique.

JEUNESSE

Nécessaire adhésion des associations à la gestion des maisons de jeunes pour relancer l'activité juvénile (ministre)

Le ministre de la Jeunesse et des sports, Abderezak Sebtag, a insisté depuis Chlef sur la nécessaire adhésion des associations locales à la gestion des maisons de jeunes pour relancer l'activité juvénile et réhabiliter ces structures. Intervenant en marge de l'inauguration de plusieurs infrastructures juvéniles et sportives dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya de Chlef, M. Sebtag a souligné "la nécessaire participation des associations à la gestion pédagogique des maisons de jeunes, car il s'agit là du meilleur moyen de relancer l'action juvénile et d'adapter la nomenclature d'activités aux besoins de cette catégorie". Le ministre a

ajouté que ses services œuvraient, dans le cadre d'une approche participative, à mobiliser les différents acteurs de la société civile, de manière à accorder aux associations faibles l'opportunité d'adhérer à la gestion des maisons de jeunes et à la promotion des activités juvéniles et sportives.

Le secteur de la jeunesse et des sports à Chlef s'est doté de quatre nouvelles infrastructures à même de promouvoir l'activité juvénile et sportive, en l'occurrence deux maisons de jeunes respectivement dans les communes de Chlef et Ouled Fares, un complexe sportif à Chetta et une maison de jeunes dans la commune de Sendjas. Il a

également donné le coup d'envoi d'une campagne de promotion des Jeux méditerranéens (JM) prévus à Oran en 2022 et d'une autre de lutte contre les fléaux sociaux en milieu juvénile, outre le lancement d'une maison de jeunes itinérante en faveur des enfants des régions éloignées. Le ministre de la jeunesse et des sports avait entamé sa visite par l'inspection d'un centre de regroupement de l'élite sportive, du stade de football "Mohamed Boumezrag" et du complexe de proximité "Salaouatchi Mohamed", et tenu des rencontres avec le mouvement associatif au siège de l'APW.

CONSTANTINE

Nécessité de valoriser le rôle de l'université comme locomotive de la société

Le rôle de l'université en tant que véritable locomotive de la société et moteur du développement a été souligné lundi après midi à Constantine.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre s'inscrivant dans le cadre de la célébration du double anniversaire de la fête de l'étudiant et de la création de l'Union générale des étudiants algériens (UGE), tenue dans la salle de spectacles Ahmed Bey, le secrétaire général de cette union, Nadjib Mebarki a indiqué qu'il était temps pour que "l'université algérienne assume le rôle qui lui est assigné comme étant une véritable locomotive de la société".

Il a appelé également à mettre en place les conditions nécessaires pour promouvoir l'élite universitaire sur les plans social et professionnel, dans le sillage de la concrétisation des mesures devant constituer une motivation pour les enseignants et les enseignants chercheurs dans le domaine de la recherche scientifique, le développement et l'innovation en vue de contribuer à la relance de l'économie locale.

Il a ajouté qu'il est temps d'évoquer les dossiers économiques importants comme la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et de procéder aux recherches scientifiques dans ce domaine, a



ajouté le même intervenant. M. Mebarki a salué, par ailleurs, la détermination des hautes autorités du pays à relever le défi pour assoir le rôle de l'élite dans la participation aux efforts de développement et la contribution à la stratégie de relance de l'économie nationale, en plus d'attirer les compétences universitaires en les incitant à assumer leur rôle dans le cadre de cette dynamique.

Pour sa part, le recteur de l'université

Abdelhamid Mehri Constantine-2, Abdelouahab Chemam, a considéré, dans une allocution prononcée à cette occasion, que la bataille vécue aujourd'hui par le monde est "une bataille de science et d'innovation nécessitant l'investissement dans les compétences scientifiques".

Ont assisté à cette rencontre plus de 3.000 étudiants de 40 wilayas en présence des autorités locales, d'élus et de députés.

Formation sur les moyens d'extinction des incendies en faveur des agriculteurs

Des ateliers de formation sur les méthodes d'utilisation des moyens d'extinction des incendies à destination des agriculteurs de la wilaya de Constantine, seront organisés dans le cadre de la caravane de sensibilisation contre les feux de forêts et des récoltes agricoles qui a été lancée, mardi, à l'initiative de la Direction locale de la Protection civile (DPC), a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Les techniques d'exploitation des équipements de lutte contre la propagation des flammes seront expliquées aussi aux riverains des zones forestières et montagneuses, au titre de cette caravane préventive de

proximité, a précisé à l'APS le responsable de la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué, le capitaine Abderrahmane Lagraâ. Ces ateliers d'orientation qui sont programmés à travers plusieurs fermes, champs agricoles et espaces forestiers de différentes communes de la wilaya, seront encadrés par des experts, des officiers et des cadres spécialisés de la Protection civile, a souligné la même source, ajoutant que des dépliants seront distribués à ce sujet.

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné cette année depuis la commune de Didouche Mourad (Nord de Constantine), a été orga-

nisée en étroite collaboration avec les Directions des services agricoles, de l'environnement, de la Conservation des forêts, la Caisse régionale de mutualité agricole, la Chambre de l'agriculture de la wilaya, ainsi que les assemblées populaires communales (APC), a souligné le même responsable.

L'initiative, a affirmé le capitaine Lagraâ, vise principalement la protection des patrimoines forestier et agricole ayant un rôle "très important" dans le développement et la promotion de l'économie nationale, tout en contribuant à "diminuer les superficies endommagées par les feux".

L'organisation de cette

caravane, a-t-il poursuivi, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la nouvelle stratégie de prévention et de lutte contre les feux de forêts élaborée par la Direction générale de la Protection civile ayant pour objectif d'assurer la coordination entre les partenaires concernés par la prévention à travers le renforcement des capacités de gestion des incendies de forêts et des récoltes agricoles.

Il est à signaler que trois (3) camions anti-incendie, une (1) ambulance et un (1) véhicule de liaison ont été mobilisés afin de garantir la réussite de cette caravane qui se poursuivra jusqu'au 22 juin prochain.

MÉDÉA

Plusieurs projets de développement en cours dans la daïra de Souagui

Plusieurs projets de développement dans divers secteurs sont en cours de réalisation à travers les communes de la daïra de Souagui, à l'est de la wilaya de Médéa, a-t-on appris mardi, auprès des services de la wilaya.

Les projets concernent les secteurs de l'éducation, l'AEP, les travaux publics et la jeunesse et les sports, et sont affectés aux quatre communes de cette daïra, en l'occurrence Souagui, Djouab, Sidi-Zahar et Sidi-Ziane, afin de "rattrapper" le retard qu'elles accusent dans ces domaines, a précisé la même source.

En matière d'infrastructures scolaires, deux projets sont en chantier, l'un au chef-lieu de la commune de Souagui, consistant à la réalisation d'un nouveau groupe

scolaire, alors qu'un autre consiste en l'extension d'une école primaire dans le village de "Zouamik", relevant de la même commune, a-t-on indiqué.

Ces projets permettent d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves issus de cette commune, en particulier ceux résidant dans les zones enclavées qui n'ont plus à faire de longs déplacements pour suivre leur cursus scolaire.

Par ailleurs, trois projets d'aménagement de terrains de football, dotés de vestiaires pour joueurs et d'une infirmerie, conformément aux normes exigées pour ce type de structure, ont été lancés à travers les communes de Sid-Ziane, Djouab et Souagui.

Ces structures sportives s'ajou-

tent aux terrains de sports de proximité (TSP) déjà affectés à ces communes.

Il est fait état, en outre, du lancement dans la commune de Djouab, de travaux d'aménagement d'une annexe de la formation professionnelle et la réalisation d'une route de désenclavement, d'un linéaire de 2km pour desservir les villages de "Khelaba", "El-Mhaidia" et "Debazzi".

En sus de ces projets, chacune des quatre communes de la daïra de Souagui a bénéficié d'une subvention d'un montant de douze millions de DA, au titre du plan de développement communal (PCD) 2022, pour le raccordement de certaines zones d'habitation éparses aux réseaux AEP et d'assainissement, a-t-on conclu.

SEMAINE SCIENTIFIQUE À SÉTIF

Adopter un nouveau modèle énergétique basé sur les énergies renouvelables

Les participants à la rencontre sur la sécurité énergétique, tenue lundi à l'Université Sétif-1, ont souligné en ouverture de la semaine scientifique nationale "la nécessité d'adopter un nouveau modèle énergétique basé sur les énergies renouvelables".

Lors d'une communication intitulée "la neutralité carbone peut-elle sauver l'humanité?", l'ex-ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, le professeur Chems-Eddine Chitour a affirmé que "l'Algérie devra rechercher dès à présent les mécanismes nécessaires pour se défaire progressivement du pétrole et du gaz dont elle est tributaire à 98%".

Le Pr Chitour a estimé que "l'hydrogène vert sera une alternative au gaz naturel en Algérie à partir de 2030", soulignant la nécessité "d'aller vers une industrie globale de production de l'hydrogène vert en Algérie".

Préconisant la création dans le pays d'un institut de la transition énergétique rassemblant les compétences intellectuelles pour œuvrer ensemble à trouver des solutions et des alternatives pour passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables dans les prochaines années, Pr. Chitour a souligné, à ce propos, l'importance de former les ressources humaines dans ce domaine pour atteindre cet objectif.

Il a également appelé à établir des partenariats de coopération avec des pays amis, dont l'Allemagne et l'Italie, pour construire une base dans ce domaine, estimant que l'Algérie "possède tous les moyens pour une transition énergétique véritable vers les énergies renouvelables mais a besoin de la faire méthodiquement".

L'expert dans le domaine énergétique, Pr. Abdelmadjid Attar a considéré de son côté que la transition énergétique est "une solution qui reste insuffisante sans alternatives économiques", insistant sur "l'importance de créer des ressources nouvelles agricoles, minières, touristiques et de services".

"L'Algérie consomme 50 % de la production de pétrole et de gaz et cette consommation augmente chaque année de 6 % depuis dix ans et cela impose de changer l'organisation de la consommation énergétique du pays et le modèle énergétique pour la période 2028 et 2030", a estimé Pr. Attar.

La semaine scientifique tenue à l'Université Sétif-1 a été ouverte par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Noureddine Ghouali en présence de cadres centraux et de recteurs de plusieurs universités.

Placée sous le slogan "Nous innovons, nous croyons", la manifestation qui se poursuit jusqu'au 21 mai courant vise à diffuser la culture de l'excellence dans les milieux universitaires et comporte des conférences, des concours, des distinctions et des classifications.

Regroupant l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur du pays, la manifestation prévoit également des activités culturelles, sportives et touristiques et le 1er concours de la meilleure cité universitaire du pays mettant en lice 61 Directions d'œuvres universitaires.

EL-MENIAA

10 centres prévus pour les examens du BEM et du Baccalauréat

Dix centres d'examen sont retenus à travers la wilaya d'El-Meniaa pour abriter les examens du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, qui concerneront 4.3757 candidats (es), au titre de la saison 2021-2022, ont indiqué mardi les services de la direction de l'Éducation.

Ces centres sont répartis entre la commune d'El-Meniaa avec sept (7) centres dont un pour l'établissement de rééducation, la commune de Hassi-Gara avec deux centres et celle de Hassi-Lefhel (1), a-t-on précisé.

La direction de l'Éducation fait état de 2.959 candidats (es), dont 1.711 composeront à titre libre, y compris les pensionnaires de l'établissement de rééducation, pour l'examen du baccalauréat, et 1.798 autres candidats (159 pour l'établissement de rééducation) pour l'examen du BEM, et ce, dans le strict respect du protocole sanitaire.

Les moyens nécessaires sont mobilisés par le secteur, en coordination avec la wilaya, afin d'assurer le bon déroulement de ces examens, et une réunion a regroupé à cet effet l'ensemble des directeurs locaux de l'exécutif concernés, à l'instar des directions du transport, de la santé, du commerce, des ressources en eau, ainsi que les services sécuritaires et ceux de la Protection civile.

FINANCE ISLAMIQUE

Le produit commercialisé par plus de 40 agences BEA (DG)

Au total, 44 agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) commercialisent depuis fin décembre 2021 à ce jour le produit de la finance islamique à l'échelle nationale, a indiqué mardi à Ain Defla, le Directeur général de cet établissement bancaire public, Lazhar Latrèche. "Si l'on prend en ligne de compte le fait que la commercialisation du produit de la finance islamique par la BEA n'a été lancée que depuis 4 mois et demi (le 30 décembre 2021, Ndlr), nous ne pouvons que nous réjouir de ce résultat", a déclaré M. Latrèche à l'APS, en marge de l'inauguration officielle d'une nouvelle agence de la BEA à Ain Defla.

Il a indiqué, en outre, que ses services commercialisent sept produits bancaires islamiques, dont six sont destinés aux particuliers et un aux entreprises. Il s'agit des "compte courant islamique", "compte d'épargne islamique", "compte de dépôt d'investissement non restreint à terme", "compte de dépôt islamique pour les particuliers", "Mourabaha immobilière", "Mourabaha automobile" et "Mourabaha consommation".

Deux autres produits seront lancés dans un "proche avenir" à l'adresse des clients de cette banque, a-t-il fait savoir, se disant "convaincu" que cet état de fait permettra à la BEA d'être encore plus "performante" d'ici la fin du premier semestre de l'année en cours.

S'adressant aux responsables de l'agence BEA de Ain Defla, le DG les a exhortés à se surpasser pour être à la hauteur des attentes des clients et, par ricochet, asseoir la politique tracée par la direction générale de cette banque. Tout en relevant que la nouvelle antenne de la BEA de Ain Defla inaugurée mardi, active depuis quelques semaines, sa directrice, Belkebir Hassina, a fait état, pour sa part, d'une soixantaine de comptes de produits de la finance islamique ouverts au niveau de cette agence.

L'agence de la BEA de Ain Defla inaugurée officiellement aujourd'hui, est active depuis quelques semaines, un laps de temps durant lequel une soixantaine de comptes de produits de la finance islamique, tous types confondus, ont été ouverts", s'est-elle réjouie. Et d'ajouter: "Nous allons déployer les efforts nécessaires pour inciter les clients de cette région à vocation agricole à opter pour notre banque".

MICROENTREPRISES

L'ANADE prend part au Salon international de la plasturgie, l'impression et l'emballage

Des cadres de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) participent au Salon international de la plasturgie, l'impression et l'emballage "Plast & Printpack Alger 2022" qui se déroule du 16 au 18 mai courant, indique un communiqué des services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises.

Les cadres de l'Agence ont pris part, lundi, à l'ouverture du Salon au Centre international des conférences (CIC) avec la participation d'une centaine d'exposants représentant 18 pays.

Les représentants de l'ANADE ont animé le premier atelier du Salon sur le thème "Rôle du secteur des micro-entreprises dans le développement de l'économie verte notamment dans le domaine de la transformation du plastique",

outre la présentation de l'expérience du secteur dans la création de micro-entreprises activant dans le recyclage, la récupération et la transformation des déchets ainsi que la nouvelle approche en matière de développement de ces projets importants étant l'une des priorités des services du ministre délégué.

L'ANADE a contribué à la création de plus de 3500 micro-entreprises activant actuellement dans les domaines liés l'économie verte, ajoute la même source.

"Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie tracée par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, le secteur œuvre en partenariat avec tous les acteurs à augmenter le nombre des micro-entreprises activant dans ce créneau important", a conclu le communiqué.

GESTION BUDGÉTAIRE

Le système intégré permettra de gérer efficacement les deniers publics (DG du Budget)

Le système intégré de gestion du budget (SIGB) offrira à l'Algérie les moyens de gérer efficacement et avec transparence les deniers publics, a affirmé lundi à Alger le directeur générale du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la Journée d'études sur le SIGB, M. Faïd a souligné que ce système informatisé en cours de mise en œuvre couvre les besoins de la gestion budgétaire des ministères et leurs démembrements "en mode programmes" et ceux de la gestion comptable en dépenses et en recettes.

Il permettra, entre autres, a-t-il expliqué, de digitaliser et de rationaliser les processus budgétaires en accélérant le traitement des actions liées à la dépense. Il permettra aussi d'effectuer un contrôle "plus rigoureux" des budgets en simplifiant le travail des ordonnateurs, des contrôleurs financiers, des comptables ainsi que des gestionnaires métiers. Le DG du Budget au sein du ministère a rappelé que ce projet, dont le Comité chargé de superviser sa mise en œuvre a été installé en avril 2021, est financé avec l'appui de la délégation de l'Union européenne et confié au consortium DAI-Human Dynamics. Il concerne, a-t-il dit, à terme, toutes les administrations, en visant, dans un premier temps, une expérience



avec cinq ministères pilotes et leurs services déconcentrés dans deux Wilayas.

Concernant son aspect opérationnel, le SIGB a été découpé en trois paliers fonctionnels, développe M. Faïd. Le premier palier concerne la chaîne de la dépense, "auquel se grefferont des interfaces avec des domaines comme les dépenses de paie ou des pensions des Moudjahidine".

Le deuxième palier concerne des compléments à la chaîne de la dépense et à l'exécution budgétaire, avec notamment la gestion des cré-

dit. Il concernera aussi la comptabilité générale ainsi que les recettes avec l'interfaçage des systèmes des recettes fiscales (impôts), douanières et domaniales.

Ce palier concerne également l'interface avec le système intergouvernemental de budgétisation "SIGBUD" qui permettra de préparer le budget en mode LOLF (Loi organique des Lois de Finances, Ndlr), selon le DG du Budget. Le troisième palier concerne le pilotage, les restitutions et le suivi des objectifs budgétaires, en plus de la comptabilité d'analyse des coûts. Pour

sa part, le directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, Abdelkrim Bouzred, a noté que le SIGB permettra d'effectuer des consolidations des états financiers "rapides et significatifs".

En matière de comptabilité, ce système intégré permettra d'obtenir les états financiers dans des délais courts voire de manière instantanée", prévoit M. Bouzred, ajoutant que cela offrira à l'Etat la possibilité d'avoir une configuration financière en matière de comptabilité à l'image de l'entreprise. De plus, a-t-il souligné, le SIGB a pour objectif d'obtenir "une meilleure gestion des finances publiques en matière de trésorerie, en évitant les aléas liés à l'exécution financière du budget".

"En outre, ce système va assurer un certain suivi d'un point de vue économique, dans le sens où le ministère des Finances va disposer d'un ensemble d'informations fiables et rapides pour pouvoir réaliser ses analyses et tirer ses conclusions économiques", a conclu M. Bouzred.

TRANSPORT MARITIME

Appel à l'intensification de l'activité de la flotte maritime

Le ministre des Transports, Abdallah Moundji a appelé lundi à Alger à l'intensification de l'activité de la flotte nationale de transport maritime et à l'élargissement, "au maximum", de son champ d'intervention, a indiqué un communiqué du ministère.

Ces orientations sont intervenues lors d'une réunion, présidée par M. Moundji et consacrée au développement du transport maritime des marchandises, laquelle s'est déroulée en présence des cadres du ministère, de la PDG du Groupe algérien de transport maritime (GATMA) et d'experts en la matière, précise le communiqué.

Lors de cette réunion, ajoute la même source, la PDG du GATMA a présenté un exposé sur l'activité des sociétés de transport maritime des marchandises, ainsi que la stratégie de leur développement et la mise à niveau de leurs performances.

De son côté, le ministre a appelé à "la révision du mode de gestion de ces sociétés, en réfléchissant à une nouvelle approche aux dimensions économiques, à travers l'intensification de l'activité de notre flotte de transport maritime et l'élargissement

de son champ d'intervention, au maximum", a-t-il dit.

Il a en outre souligné "la nécessité de soutenir et prendre en charge les ressources humaines à travers le perfectionnement de leurs compétences techniques et opérationnelles, et de leur dispenser une formation moderne en adéquation avec les défis actuels et futurs".

Le ministre a rappelé, par ailleurs, les directives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune de "soutenir l'activité économique, dans laquelle les transports, en général et le transport maritime, en particulier, jouent un rôle important, et ce en fournissant tous les moyens logistiques pour accompagner les opérateurs économiques, en prodiguant les prestations et en mettant à disposition les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de développement et de diversification de l'économie nationale, avec la recherche de nouveaux marchés". Le premier responsable a enfin appelé à "œuvrer pour la promotion de l'expérience algérienne en matière de transport maritime au delà des frontières du pays".

COMPLEXE SIDER EL HADJAR D'ANNABA

Près de 100.000 tonnes de déchets ferreux proposées à la récupération (DG)

Le complexe sidérurgique Sider El Hadjar d'Annaba propose à la récupération par les opérateurs économiques de près de 100.000 tonnes de déchets ferreux non-récupérables au niveau de ses unités, a indiqué mardi son directeur-général, Lotfi Kamel Manaâ.

"Le processus de production du complexe génère des déchets susceptibles d'être récupérés par Sider El Hadjar et d'autres pas, et ces déchets sont collectés et triés par l'unité FERSID relevant du complexe", a précisé ce responsable qui a souligné qu'une aire de deux (2) hectares est exploitée pour entreposer ces déchets.

Les déchets non-récupérables par Sider El Hadjar peuvent être exploités en dehors du complexe, après transformation dans les secteurs des travaux publics, le bâtiment et certaines activités industrielles, a-t-il indiqué. Une annonce de vente de ces déchets conformément à un cahier de charges a été faite et plusieurs opérateurs locaux



et nationaux, activant dans le secteur de la récupération, ont manifesté leur intérêt, a fait savoir M. Manaâ.

L'opération de recyclage de la ferraille issue de la réformé sur du haut fourneau numéro 1 sera effectuée au niveau du complexe Sider El Hadjar, a-t-on soutenu, précisant que l'ossature du haut fourneau numéro 1, réformée et mise hors service, représente près de 20.000 tonnes de ferraille récupérable. Outre les revenus générés

par la vente de ces déchets, l'activité de récupération permettra de libérer des terrains susceptibles d'accueillir des activités industrielles secondaires, a-t-on noté.

Le complexe Sider El Hadjar occupe une superficie de plus de 900 hectares et emploie plus de 5.500 travailleurs. Sa production prévisionnelle pour 2022 devrait avoisiner 800.000 tonnes de produits ferreux (ronds à béton, tôles, tubes et bobines).

COMMERCE

Lait : Washington menace le Canada de représailles commerciales

Les mesures annoncées par le Canada concernant les contingents tarifaires pour les produits laitiers sont insuffisantes, a déploré lundi soir l'administration américaine, laissant entendre qu'elle pourrait prendre des mesures de représailles.

Washington reproche à Ottawa de réserver une partie du lait des éleveurs canadiens aux laiteries canadiennes, qui le transfèrent, minorant ainsi automatiquement la quantité de lait qui leur est vendue par les Etats-Unis. L'administration Biden avait fait appel au groupe spécial de règlement dans le cadre du nouveau traité de libre-échange, l'AEUMC (accord Etats-Unis, Mexique, Canada).

Celui-ci avait conclu début janvier que la pratique du Canada consistant à conserver des réserves de contingents tarifaires à l'usage exclusif des transformateurs laitiers était incompatible avec l'AEUMC. "Les nouvelles politiques mettent fin à l'utilisation de réserves de contingents tarifaires propres aux transformateurs", a estimé lundi la ministre canadienne du Commerce international Mary Ng dans



un communiqué. Mais l'administration Biden n'a pas la même lecture de ces nouvelles politiques.

"Les Etats-Unis sont profondément déçus par l'annonce faite aujourd'hui par le Canada concernant ses contingents tarifaires pour les produits laitiers", a ainsi réagi Katherine Tai, la représentante américaine au Commerce (USTR) dans un communiqué. Elle a rappelé que "la priorité absolue" restait de veiller à

ce que les travailleurs, producteurs, agriculteurs et exportateurs américains bénéficient de l'accès au marché qui leur a été promis en vertu de l'accord AEUMC. "Et j'en ai fait part directement au Canada avant qu'il ne publie les avis d'aujourd'hui", a-t-elle ajouté. Selon elle, les promesses du Canada prise dans le cadre du traité trilatéral ne sont pas "pleinement réalisées". "Nous évaluerons toutes les options",

a-t-elle ajouté, précisant que les "prochaines étapes" à suivre seront élaborées "dans les prochains jours".

Les nouvelles politiques du Canada concernant l'allocation et d'administration des contingents tarifaires visant les produits laitiers dans le cadre de l'AEUMC font suite à des consultations publiques qui se sont déroulées du 2 mars au 19 avril, a précisé de son côté l'administration canadienne.

"Nous sommes convaincus que les nouvelles politiques sont entièrement conformes aux conclusions du groupe spécial et à sa reconnaissance du fait que le Canada a tout le pouvoir discrétionnaire d'administrer ses contingents tarifaires dans le cadre de l'AEUMC d'une manière qui appuie le système de gestion de l'offre du Canada pour les produits laitiers", a également commenté Mme Ng.

EXPORTATION DE BLÉ

Les Etats-Unis espèrent que l'Inde va revenir sur son interdiction

Les Etats-Unis espèrent que l'Inde va revenir sur sa décision d'interdire les exportations de blé, qui accentue la pénurie de cette denrée dans le monde, a déclaré lundi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, à la veille de réunions ministérielles à New York sur la sécurité alimentaire.

"Nous encourageons les pays à ne pas restreindre les exportations car nous pensons que toute restriction sur les exportations exacerbera les pénuries alimentaires", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse virtuelle. "L'Inde sera l'un des pays qui participeront à notre réunion (jeudi) au Conseil de sécurité, et nous espérons qu'il pourra, en entendant les préoccupations exprimées par d'autres pays, reconsidérer cette position" d'interdiction, a précisé la diplomate américaine.

Cette session du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sera présidée par le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken, accueillera plusieurs ministres dont Vellamvelly Muraleedharan, ministre d'Etat pour les Affaires extérieures.

L'Inde occupe au Conseil de sécurité de l'ONU un siège de membre non permanent. Deuxième producteur de blé au monde, l'Inde a annoncé samedi interdire les exportations de cette denrée, sauf autorisation spéciale du gouvernement, face à la baisse de sa production due notamment à des vagues extrêmes de chaleur. New Delhi, qui s'était auparavant engagé à fournir du blé aux pays fragiles autrefois dépendants des exportations d'Ukraine, a expliqué vouloir assurer la "sécurité alimentaire" des 1,4 milliard d'habitants de l'Inde. En déplacement à New York sur deux jours, Anthony Blinken a prévu de tenir mercredi dans une salle de l'ONU une autre réunion également liée à la sécurité alimentaire dans le monde, et aussi avec la participation de ministres.

Cette session a pour objectif "de réunir des pays pour examiner lesquels d'entre eux pourraient aider à combler le déficit" de blé provoqué dans le monde par le conflit entre l'Ukraine et la Russie, deux gros exportateurs de cette denrée, a précisé Linda Thomas-Greenfield. Il faut voir "comment ces pays pourraient aider à combler le déficit, et également avoir autour de la table les Etats qui ont besoin du soutien des pays qui peuvent combler le déficit", a-t-elle ajouté.

Elle a précisé que les Etats-Unis pouvaient certainement figurer parmi ces pays et que des discussions étaient déjà en cours avec les agriculteurs américains à ce sujet.

Le cours du blé a battu un record lundi à la clôture sur le marché européen en raison de la décision d'interdiction de l'Inde. Sur les marchés mondiaux, le choc est d'autant plus rude que l'Inde avait exporté 7 millions de tonnes en 2021 et tablaït sur 10 millions cette année, apparaissant comme une des alternatives possibles au blé ukrainien.

EUROPE

Le tourisme de luxe représente entre 130 et 170 milliards d'euros par an

Le tourisme de luxe en Europe est une manne, un marché estimé entre 130 et 170 milliards d'euros par an, qui pourrait tripler d'ici 10 ans grâce au développement de certaines destinations et à des investissements dans les infrastructures ou la formation, selon une étude dévoilée mardi. Cette étude, la première du genre à l'échelle européenne, a été menée par le cabinet Bain and Company pour l'European Cultural and creative industries alliance (ECCIA), qui regroupe cinq organisations réunissant plus de 600 marques de luxe, à savoir Altgamma (Italie), Circulo Fortuny (Espagne), le Comité Colbert (France), Meisterkreiss (Allemagne) et

Walpole (Royaume-Uni). "L'Europe est la première destination touristique mondiale et le tourisme haut de gamme européen représente entre 130 et 170 milliards d'euros" par an, selon Matteo Lunelli, président d'Altgamma et nouveau président de l'ECCIA, cité dans le communiqué. L'étude montre que s'ils n'occupent que 2% des structures d'accueil, les touristes "de luxe" génèrent près de 22% des recettes touristiques européennes globales, représentent 22% des dépenses d'hébergement et jusqu'à 33% des dépenses de culture, de divertissement et de shopping. Les touristes "haut de gamme" dépensent huit fois plus que la moyenne et l'hôtellerie haut de gamme

emploie deux fois plus de personnel que l'hôtellerie dite "classique".

La France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni sont en tête avec un tourisme de luxe qui dépasse les 20 milliards d'euros. L'Allemagne capte, elle, entre 5 et 10 milliards d'euros, soit autant que la Suisse. Mais d'autres pays tirent également leur épingle du jeu comme la Grèce à 10 milliards d'euros (7% de son PIB) et le Portugal entre 4 et 6 milliards d'euros. Le rapport souligne aussi l'émergence de destinations comme la Croatie, la Slovaquie et les pays nordiques qui attirent par leur côté naturel et développement durable. Des points sur lesquels l'ECCIA veut mettre l'accent.

GRANDE-BRETAGNE

Londres a "désespérément" besoin du retour des navetteurs (maire)

Londres a "désespérément" besoin du retour des navetteurs et doit continuer à investir pour les attirer, a indiqué le maire de la capitale britannique, Sadiq Khan, lundi à l'occasion de réouverture la ligne du Nord via la station "Bank", une liaison clé vers la City.

La réouverture de "l'une des gares les plus complexes au monde" est "un autre exemple d'investissement dans les transports publics qui porte ses fruits et qui

permettra d'améliorer l'expérience des navetteurs, a précisé M. Khan, soulignant que la ville "a désespérément besoin que les gens retournent au bureau".

"Si vous avez travaillé à domicile ces deux dernières années, sachez que nous faisons en sorte que l'offre de retour au bureau soit attrayante", a-t-il dit.

"Cette réouverture constitue une nouvelle étape sur la voie de la reprise après Covid", a affirmé M. Khan,

alors que la station souterraine avait été fermée pendant 17 semaines pour construire un nouveau tunnel, une nouvelle voie et un nouveau hall afin de réduire la pression au niveau de ce point clé pour les lignes de métro et le Docklands Light Railway. Le représentant de Transport for London (TfL), Andy Byford, a pour sa part souligné que le projet avait été achevé "dans les délais et dans le respect du budget". Un point critique pour l'en-

treprise en charge du transport à Londres qui cherche à négocier avec le gouvernement un financement à long terme pour les investissements. L'ensemble du projet de modernisation de "Bank", dont le coût s'élève à 700 millions de livres sterling pour six années de travaux visant à moderniser les connexions, installer des ascenseurs accessibles et construire une nouvelle entrée, sera achevé plus tard cette année.

CUBA

L'économie cubaine connaît une reprise progressive (Président)

L'économie cubaine est entrée dans un processus de reprise progressive avec le redémarrage des activités économiques dans le pays caribéen deux ans après le début de la pandémie de COVID-19 et suite au durcissement de l'embargo économique imposé par les Etats-Unis, a annoncé lundi le président cubain Miguel Diaz-Canel. "Dans la situation complexe que nous traversons, le rétablissement progressif du peso cubain en tant que centre du système financier continue d'être la priorité absolue", a-t-il déclaré en s'adressant aux législateurs cubains au Palais des congrès de La Havane. M. Diaz-Canel a ajouté que le gouvernement cubain

restait concentré sur la lutte contre l'inflation, la stabilité du réseau électrique national et l'aide aux personnes ainsi qu'aux familles vulnérables. Le vice-Premier ministre cubain, Alejandro Gil, a rappelé que l'économie cubaine s'était contractée de 13% pendant la crise de la COVID-19. Au cours du premier trimestre de 2022, "les exportations de marchandises se sont élevées à 590 millions de dollars, soit une augmentation de 162 millions de dollars par rapport à la même période de l'année dernière", a-t-il indiqué. Le gouvernement cubain a prévu une croissance économique de 4% pour 2022, selon les statistiques officielles.

SRI LANKA

Le pays est à court d'essence, selon son Premier ministre

Le Sri Lanka, frappé par une crise économique sans précédent, est à court d'essence car il est incapable de trouver des dollars pour financer les importations essentielles, a déclaré le nouveau Premier ministre lundi dans un discours. "Nous sommes à court d'essence... Pour le moment, nous n'avons des stocks de pétrole que pour une seule journée", a déclaré Ranil Wickremesinghe, affirmant que son pays pourrait faire face à plus de difficultés dans les prochains mois. Il a ajouté que le gouvernement était également incapable de réunir des fonds pour payer trois cargaisons de pétrole, les navires attendant à l'extérieur du port de Colombo d'être payés avant de décharger. Le Sri Lanka connaît la pire crise économique de son histoire, avec 22 millions de personnes qui doivent surmonter de graves difficultés pour se procurer de la nourriture, du carburant et des médicaments, tout en faisant face à une inflation record et à de longues pannes d'électricité, selon des observateurs. Ranil Wickremesinghe est entré en fonction jeudi. Son prédécesseur Mahinda Rajapaksa a été forcé de partir après des semaines de protestations contre la gestion de la crise économique par le gouvernement. "Les prochains mois seront les plus difficiles de nos vies", a-t-il déclaré. "Je n'ai aucune envie de cacher la vérité et de mentir au public", a-t-il poursuivi. Cependant, il a exhorté la population à "supporter patiemment les prochains mois" et a juré qu'il pourrait surmonter la crise. Il a ajouté que le gouvernement avait également manqué d'argent pour payer les salaires en mai des 1,4 million de fonctionnaires, et ne se tournera vers la planche à billets qu'en dernier recours. "Contre ma propre volonté, je suis obligé de permettre l'impression de monnaie afin de payer les employés du secteur public et de payer pour les biens et services essentiels", a-t-il souligné. Il a également averti que les prix du carburant et de l'électricité seraient augmentés considérablement et que le gouvernement vendrait également son transporteur national, déficitaire, pour réduire les pertes.

SOUK AHRAS

Nécessaire participation de tous les acteurs pour un été sans incendies

La nécessité de la participation de tous les acteurs pour assurer un été sans incendies, a été préconisée lundi dans la wilaya de Souk Ahras dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre les dangers des forêts, des récoltes agricoles et des risques de noyade dans les plages et les mares d'eau.

A cet effet, le sous-directeur des statistiques et de la communication à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le colonel Farouk Achour, représentant du Directeur général de la Protection civile, a précisé en présence du wali, Lounès Bouzagza, lors du coup d'envoi de cette campagne que "garantir un été sans incendies est tributaire de la contribution de toutes les franges de la société à l'effort national de prévention des différents dangers".

Le colonel Achour a ajouté, dans ce même contexte, que cette campagne qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, a choisi Souk Ahras comme point de départ, ainsi que les wilayas de Sétif et de Tiaret.

Elle vise, a-t-il souligné, principalement à hisser le degré de prise de conscience des citoyens et réduire le nombre important d'accidents enregistrés durant ces dernières années, en particulier l'année dernière.

La campagne sera de proximité essentiellement, car elle s'articulera autour des dangers liés à la saison estivale, a-t-il ajouté, à l'instar des incendies de forêts et des cultures agricoles, les noyades en mer et dans les mares d'eau, les accidents de la route, et les intoxications alimentaires et les piqûres de scorpion.

A cette occasion, il a rappelé que le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughelaf a donné des instructions pour accompagner les agriculteurs dans le cadre de la protection de leurs récoltes agricoles, tout en contribuant à garantir la sécurité alimentaire à travers la sensibilisation et l'accompagnement, ce qu'il a considéré comme "très important" afin de réduire les surfaces détruites par le feu.

Il s'agit également d'organiser, a ajouté le colonel Achour, des actions de sensibilisation de prévention et de proximité en direction des agriculteurs et mettre en place les moyens d'intervention, notamment des colonnes mobiles, comme mesures préventives pour les accompagner jusqu'à la fin de la saison de moissonnage. Il sera aussi procédé durant cette campagne d'organiser des opérations de prévention au profit des citoyens sur les dangers de l'été, en se concentrant sur le milieu scolaire, les universités, les instituts de formation professionnelle et des maisons de jeunes, a fait savoir le même source. Il a insisté, dans le même cadre, sur la nécessité d'impliquer les associations et les comités de villages afin de préserver le couvert forestier, en plus de la présentation des prêches dans des mosquées en étroite coordination avec la Direction des Affaires religieuses et des wakfs. La caravane, qui regroupe la Conservation des forêts, la Direction des services agricoles, la Chambre de l'agriculture, la Caisse de mutualité agricole, les services de la Sécurité nationale, des Douanes et de nombreux acteurs et associations de la société civile, a entamé son périple vers la ferme pilote "Boumaaraf Sebti" dans la commune de Taoura pour sensibiliser les agriculteurs à la nécessité de contribuer à l'effort national de préservation des cultures agricoles. Pour sa part, le wali a indiqué qu'au vu de la situation actuelle, notamment les prix élevés des céréales sur les marchés internationaux, il est devenu impératif pour tous de protéger les surfaces agricoles, en particulier les céréales, toutes espèces confondues. Selon les dernières statistiques établies par les services de la Protection Civile à l'échelle nationale l'année dernière, pas moins de 39.727 interventions pour la prise en charge de 21.715 accidents de la route ayant entraîné la mort de 647 personnes et des blessures à 27.620 autres ont été enregistrées. En outre, et durant la même période, 9.052 incendies de forêts, de récoltes agricoles, d'arbres fruitiers et de palmiers avec la destruction de 100.000 hectares de couvert végétal, ont été également enregistrés.

CONSTANTINE

Arrestation de 50 personnes impliquées dans des affaires de criminalité à Ali Mendjeli

Cinquante (50) personnes impliquées dans 29 affaires liées à la criminalité ont été arrêtées dans la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine) par les services de la sûreté de wilaya, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

Ces arrestations ont été réalisées durant la période allant du 6 jusqu'au 13 du mois de mai en cours, dans le cadre d'opérations coup de poing visant à lutter contre diverses formes de criminalité en milieu urbain, a précisé le même source. Les interventions

inopinées effectuées par les services de la sûreté de daïra d'Ali Mendjeli ont touché plusieurs sites, où 2381 personnes ont été contrôlées par le biais du système NRH, selon le même document.

Aussi et durant la même période, pas moins de 920 véhicules ont fait l'objet d'un contrôle, en plus de la saisie de 824 comprimés psychotropes, tous types confondus, ainsi que des sommes d'argent importantes considérées comme étant les revenus de ce trafic, a indiqué le même source.

Ce programme de contrôle qui vise la

RISQUES LIÉS À LA SAISON ESTIVALE

Ouest du pays : lancement de la campagne nationale de sensibilisation

Des campagnes nationales de sensibilisation de la lutte contre les feux de forêts, des récoltes agricoles et des risques liés à la saison estivale ont été lancées, lundi, dans plusieurs wilayas de l'ouest du pays à l'initiative des directions de la protection civile sous le slogan « ensemble pour un été sans accidents ».

Dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, la direction de la Protection civile a lancé la campagne depuis la commune de Teghalimet, en prodiguant des conseils et des orientations aux agriculteurs sur la prévention des incendies agricoles, insistant particulièrement sur la nécessité de disposer des réservoirs d'eau et d'extincteurs ainsi que le contrôle technique des moissonneuses.

Auparavant, une réunion de coordination a été tenue au siège de la direction de la protection civile, regroupant des représentants des directions de l'agriculture, de la conservation des forêts, de l'environnement et du commerce, du centre national de mutualité agricole (CNMA) et de diverses associations pour mettre au point un programme touchant les différentes communes de la wilaya, a-t-on appris de la cellule de communication de cette direction.

dans la wilaya de Relizane, le lieutenant Abbès Khama Allah de la Direction de la Protection Civile a indiqué à l'APS qu'une caravane, organisée en coordination avec plusieurs directions et instances locales, sillonnera



durant deux mois les 38 communes de la wilaya pour sensibiliser les agriculteurs et les riverains des zones forestières et des périmètres agricoles au rôle principal des citoyens dans la prévention des incendies pendant la saison estivale.

L'action de sensibilisation sera également intensifiée au profit des riverains des plans d'eau et des étangs pour inciter les enfants et les jeunes à éviter de se baigner dans les barrages, les étangs et les oueds, compte tenu du danger que ces sites représentent pour leur vie.

Des émissions radiophoniques sur le sujet seront animées par des cadres de la protection civile et de la

conservation des forêts ainsi que par des imams.

A Mascara, une campagne de sensibilisation a été lancée pour prévenir les dangers des incendies de forêts, des cultures agricoles et des noyades dans les plans d'eau pour sillonner l'intégralité des 47 communes en vue d'animer des rencontres de proximité de sensibilisation des citoyens, des agriculteurs et à fournir des conseils sur les moyens de protection des différents sites.

Cette caravane est organisée en coordination avec la conservation des forêts, les directions des services agricoles, des travaux publics et de ressources en

eau, la société de distribution d'électricité et de gaz de l'ouest et des services communaux. Les cadres de la direction de la protection civile dispenseront des cours de sensibilisation aux élèves des établissements scolaires sur les principales causes des incendies de forêts et des noyades dans les barrages.

Des émissions radiophoniques sur le sujet sont également prévues.

Dans la wilaya de Aïn Témouchent, une caravane similaire a été lancée pour faire prendre conscience aux agriculteurs des moyens pour éviter des incendies de leurs récoltes ciblant des zones agricoles et les exploitations.

La ferme pilote, située dans la commune de Chabat L'ham, a été la première étape de la caravane de sensibilisation, qui a vu la participation de plusieurs partenaires.

Dans la wilaya de Tiaret, un exercice pratique a été organisé à la ferme pilote « Chaouchaoua » auquel ont participé des représentants des autorités compétentes et un nombre important d'agriculteurs qui ont été informés des mesures préventives importantes contre ces risques.

TRAMWAY DE MOSTAGANEM

Mise en service non commerciale prévue de 5 juillet prochain

La mise en service non commerciale du tramway de la ville de Mostaganem sera effectuée le 5 juillet prochain, a annoncé, lundi, le wali de Mostaganem Aïssa Boulahya.

En inspectant le projet en compagnie des responsables des entreprises chargées de la réalisation du projet, le wali a souligné que l'exploitation commerciale du tramway de la ville de Mostaganem sera effective après deux ou trois mois de la mise en service non commerciale prévue le 5 juillet prochain.

Après avoir insisté sur l'importance du tramway comme moyen de transport moderne et ami de l'environnement et pour conférer une esthétique particulière à la ville, le même responsable a souligné que " la réalisation de ce projet a été rendue possible grâce aux techniciens algériens et à certaines PME qui ont

assuré la fourniture de certaines composantes". Concernant les travaux restants, le DG de l'entreprise "Métro d'Alger", Ali Arezki, a indiqué que le projet est actuellement dans sa dernière étape avant le lancement des ultimes essais pour contrôler tous les aménagements et préparer les dossiers, notamment ceux liés à l'aspect sécuritaire de l'exploitation commerciale du tramway.

Le même responsable a rassuré les citoyens, en soulignant que l'opération non commerciale (sans passagers), qui débutera le 5 juillet, sera menée parallèlement aux préparatifs de l'exploitation commerciale de ce moyen de transport dans les meilleurs délais pour assurer la fourniture de confort et sécurité pour les voyageurs.

Pour sa part, la société "Alstom-Algérie" lancera à partir de juin prochain des essais finaux sur la totalité

du tracé de 14 kilomètres. Des essais similaires ont été effectués sur la première ligne (8 km) et de la deuxième ligne (6 kilomètres), explique le directeur général de l'entreprise, Amar Chouaki.

Après juillet prochain, l'efficacité des essais sera relevée au niveau de l'ensemble du tracé et le nombre de locomotives en service passera de 4 actuellement à 16, afin de préparer pleinement le projet à un usage commercial, ajoute le même intervenant.

Le tramway de Mostaganem, d'un coût total de 26,5 milliards de DA, a accusé un retard de réalisation en raison du retrait de la société espagnole en charge du projet, ce qui a entraîné la résiliation du contrat avec celle-ci et la cession du reste des travaux à l'entreprise publique "Cosider" par le biais de sa filiale des travaux publics et des ouvrages d'art, rappelle-t-on.

protection et la sécurité des personnes et leurs biens a contribué également, a ajouté le même communiqué, à identifier et arrêter des personnes impliquées dans des affaires de vol signalées auprès des services de la Gendarmerie nationale, précisant que les suspects ont été transférés au niveau des services concernés pour les besoins des procédures juridiques en vigueur. D'autre part, un autre réseau composé de quatre (4) criminels spécialisés dans le vol de domiciles a été démantelé par les éléments de la police du 12ème arrondissement urbain de la ville de

Constantine, a ajouté le même document. Les enquêtes engagées ont permis l'identification des membres de cette bande, la saisie d'un morceau de drogue et d'une quantité de comprimés psychotropes, en plus de la récupération de bijoux en or, a-t-on signalé.

Après la finalisation des procédures nécessaires, des dossiers pénaux ont été établis à l'encontre des mis en cause, âgés entre 19 et 25 ans, pour "vol de maisons, possession de drogue et de comprimés psychotropes", a-t-on noté de même source.

ENFANTS

Appel à "une action urgente" pour combattre le travail des enfants (Conférence de Durban)

Les participants à la 5e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants, ouverte lundi à Durban, en Afrique du Sud, ont lancé un appel à "une action urgente" pour combattre le nombre croissant d'enfants qui travaillent, rapportent des médias.

S'exprimant au début d'une semaine de discussions à Durban, en Afrique du Sud, et en ligne, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a demandé aux délégués de s'engager à prendre des "actions de grande envergure" pour faire une différence dans la vie des enfants. Les derniers chiffres montrent que 160 millions d'enfants, soit près d'un enfant sur dix dans le monde, travaillent encore. Les chiffres sont en hausse et la pandémie menace d'annuler des années de progrès. Le travail des enfants a particulièrement augmenté dans le groupe d'âge des 5 à 11 ans.

"Nous sommes ici parce que nous partageons la même conviction: le travail des enfants sous toutes ses facettes est un ennemi.

Un ennemi du développement de nos enfants et un ennemi du progrès", a fait valoir le dirigeant sud-africain. Selon lui, aucune ci



sation, aucun pays et aucune économie" ne peut s'estimer à la pointe du progrès "si son succès et ses richesses ont été construits sur le dos des enfants".

Pour sa part, le directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Guy Ryder, a affirmé qu'accepter le travail des enfants comme "conséquence

inévitabile de la pauvreté est faux. Au contraire, a affirmé Guy Ryder, "nous ne pouvons jamais nous résigner au travail des enfants, il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes, comme la pauvreté des ménages".

C'est la première fois que la Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants a lieu en Afrique - une

région où, selon les chiffres, le nombre d'enfants qui travaillent est le plus élevé et où les progrès sont les plus lents.

La plupart du travail des enfants sur le continent - environ 70% - se fait dans l'agriculture, souvent dans des contextes où les enfants travaillent aux côtés de leur famille.

De nombreux orateurs ont souligné le besoin urgent de récupérer les progrès qui avaient été réalisés dans de nombreuses régions avant la pandémie de Covid-19, alors que la date butoir des Objectifs de développement durable de l'ONU pour l'élimination du travail des enfants, 2025, approche.

La conférence devrait se conclure par un "appel à l'action de Durban qui présentera des engagements concrets pour intensifier les actions visant à éliminer le travail des enfants", selon les participants.

TEMPÊTE DE SABLE EN IRAK

Au moins 4.000 personnes atteintes de troubles respiratoires

Au moins 4.000 personnes se sont rendues dans les hôpitaux pour des troubles respiratoires provoqués par une nouvelle tempête de sable qui a frappé lundi l'Irak, engendrant la fermeture des aéroports et administrations publiques, ainsi que la suspension des examens dans les écoles et les universités.

Lundi aux aurores, les toits de la ville, les voitures garées dans les rues et même les meubles dans les maisons étaient recouverts d'une couche de sable jaune

très fin, ont rapporté les médias. Au moins "4.000 cas de suffocation" ont été recensés dans les hôpitaux, a indiqué dans un communiqué le porte-parole du ministère de la Santé, Seif al-Badr.

"Tous les patients ont reçu les soins nécessaires", selon la même source.

Le dernier épisode du genre avait entraîné un décès le 5 mai dû à des troubles respiratoires qui avaient également poussé plus de 5.000 personnes à se rendre dans les hôpitaux pour se faire soi-

gner. Le ministère irakien de l'Éducation a annoncé la fermeture de toutes les écoles du pays et le report des examens à mardi. Les épreuves universitaires ont elle aussi été reportées.

Depuis la mi-avril, l'Irak a connu en l'espace de quelques semaines pas moins de huit tempêtes de sable.

Les autorités présentent l'Irak comme un des cinq pays au monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique et à la désertification.

INDE

Quatre morts, 200.000 personnes touchées par des inondations dans le nord-est

Quatre personnes ont trouvé la mort dans des inondations ayant frappé plusieurs districts dans l'État indien de l'Assam (nord-est).

Environ 200.000 personnes dans 20 districts de l'Assam ont été touchées par les inondations, le district montagneux de Dima Hasao étant coupé du reste de l'État après des glissements de ter-

rain déclenchés par des pluies incessantes ont rompu les liaisons ferroviaires et routières, a annoncé lundi un bulletin officiel.

Environ 30.000 personnes de 94 villages dans six districts - Cachar, Dhemaji, Hojai, Karbi Anglong West, Nagaon et Kamrup (métré) ont été touchées en raison des inondations, a indiqué

l'Autorité de gestion des catastrophes de l'État d'Assam.

Environ 55 camps de secours ont été ouverts dans sept districts, abritant plus de 32.000 personnes.

Douze autres centres de distribution de denrées alimentaires sont également opérationnels dans différents districts touchés. L'armée, les forces paramilitaires, les

pompier et les services d'urgence mènent des opérations de sauvetage et de secours dans les zones inondées de l'État, qui fait face à la première vague d'inondations cette année. Plusieurs routes, ponts et canaux d'irrigation ont été endommagés dans les districts de Hojai, Lakhimpur et Nagaon, ont indiqué les autorités de l'État.

MEXIQUE

Plus de 100.000 personnes disparues depuis 1964 (ministère)

Le nombre des personnes portées disparues au Mexique a dépassé lundi les 100.000 depuis 1964, selon des données statistiques officielles compilées par le Secrétariat du gouvernement (Intérieur).

Selon le registre national des personnes disparues, 100.012 personnes ont été portées disparues entre le 15 mars 1964 et le 16 mai 2022.

Environ 75% d'entre elles sont des hommes. Les disparitions au Mexique se sont multipliées sur fond de violences liées au trafic de drogue qui ravage le pays depuis 16 ans.

Et selon le Mouvement pour nos disparus, une association qui milite pour faire la lumière sur ces disparitions, ce chiffre est très en deçà du nombre de cas

enregistrés chaque jour au Mexique. En avril dernier, le comité contre les disparitions forcées de l'ONU avait dénoncé une "tendance alarmante à la hausse" de ces occurrences, appelant le gouvernement mexicain à prendre des "mesures immédiates" pour y remédier. Cet organisme des Nations unies juge le crime organisé comme le principal responsable, pointant également la négligence des pouvoirs publics.

Le manque de personnel au sein des forces de l'ordre pour enqêter sur ces disparitions, a conduit des familles, souvent des mères, à se regrouper pour chercher leurs proches dans des fosses communes clandestines.

Selon le gouvernement, il y a plus de

37.000 cadavres non identifiés dans les morgues du pays, mais les organisations civiles estiment ce chiffre à 52.000.

Les autorités tentent de créer une base de données sur ces disparus, mais beaucoup de corps sont enterrés sans identification en raison de la surpopulation dans les morgues mexicaines.

Les premières disparitions datent de la "guerre sale" menée par les autorités contre les mouvements révolutionnaires dans les années 1960-80.

Le Mexique a enregistré également quelque 340.000 morts, dont la majorité victimes du crime organisé, depuis 2006 date à laquelle les autorités ont lancé une opération militaire controversée contre les trafiquants de drogue.

MIGRATION

Près de 1.000 migrants secourus au large des côtes libyennes la semaine dernière, selon l'OIM

Près de 1.000 migrants clandestins ont été secourus au large des côtes libyennes et renvoyés en Libye au cours de la semaine écoulée, a annoncé lundi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Un total de 996 migrants clandestins ont été interceptés en mer et renvoyés en Libye entre le 8 et le 14 mai, a indiqué l'OIM dans un communiqué. Depuis le début de cette année, 5.711 migrants clandestins ont été secourus et renvoyés en Libye, dont 493 femmes et 261 mineurs, ajoute le communiqué. En 2021, un total de 32.425 migrants clandestins ont été secourus et renvoyés en Libye, tandis que 662 autres ont trouvé la mort et 891 autres ont disparu au large des côtes libyennes, a affirmé l'OIM.

CLIMAT

Le Canada développera son premier plan d'adaptation climatique

Le ministre canadien de l'Environnement et du Changement climatique Steven Guilbeault a lancé lundi une consultation publique pour élaborer la première Stratégie nationale d'adaptation du pays. M. Guilbeault a déclaré que l'adaptation climatique est un sujet qui préoccupe tous les niveaux de gouvernement et toutes les communautés au Canada, donnant le coup d'envoi d'une conférence virtuelle sur l'adaptation à laquelle participent plus d'un millier de participants, y compris les provinces, les territoires, les dirigeants des organisations autochtones nationales, ainsi que les experts en adaptation climatique, les représentants de l'industrie et les membres du public. "Nous devons considérer l'action climatique en ce XXIe siècle comme une question à la fois d'attaque et de défense", a estimé le ministre. "Alors que nous nous préparons de plus en plus aux nombreux impacts du changement climatique, nous avons l'impression de mener une guerre sur deux fronts.

Nous devons réduire la pollution causée par le carbone et nous devons nous préparer aux impacts du changement climatique", a-t-il déclaré. La préparation au changement climatique comprend des mesures telles que la prévention de la construction de maisons sur les plaines d'inondation, l'augmentation de la couverture d'arbres dans les forêts urbaines pour réduire les effets des vagues de chaleur, et l'utilisation de données pour cartographier et gérer les risques d'incendies de forêt.

Le Bureau des assurances du Canada a indiqué que les intempéries ont causé 2,1 milliards de dollars canadiens (1,68 milliard de dollars américains) de dommages assurés en 2021.

CHOLÉRA

La Tanzanie exhorte la population à prendre des mesures de précaution

Les autorités sanitaires tanzaniennes ont exhorté lundi les citoyens à prendre des mesures de précaution contre le choléra, avertissant que la maladie a causé des décès et continue d'être signalée dans diverses régions du pays d'Afrique de l'Est. La ministre tanzanienne de la Santé Ummu Mwalimu a déclaré au parlement à Dodoma, capitale tanzanienne, que le choléra a tué quatre personnes entre juillet 2021 et mars 2022. Déposant les prévisions budgétaires de son ministère pour l'exercice 2022/2023 qui commence le 1er juillet 2022 et se termine le 30 juin 2023, Mme Mwalimu a indiqué que 390 cas de choléra ont été signalés dans divers centres de santé au cours de la période surveillée. La ministre tanzanienne a enfin précisé que la maladie a été signalée dans le district de Nkansi de la région de Rukwa, dans le district de Tanganyika de la région de Katavi et dans les districts de Kigoma et Uvinza de la région de Kigoma.

BECHAR (3^E RM) Un complexe hospitalier militaire en réalisation

Le projet du complexe hospitalier militaire d'envergure régionale de la troisième Région militaire (3^e RM), d'une capacité de 342 lits, est en réalisation et a atteint un taux de réalisation de 73%, a-t-on appris lundi en marge des journées d'information sur les services de la Santé militaire.

Cette importante infrastructure hospitalière, qui s'étend sur une superficie de 60 hectares, dont 14,592 M2 bâtie sur quatre (4) niveaux, vise, en plus du renforcement des infrastructures des services de la santé militaire en 3^e RM, une prise en charge adéquate des personnels militaires et assimilés exerçant dans cette région, a-t-on précisé lors de cette manifestation ouverte par le général Moussaoui Abdelhamid, directeur général de l'hôpital militaire universitaire régional "Slimane Dahmani" de Bechar.

Ce complexe hospitalier qui est aussi doté d'un hélicoptère pour l'acheminement par voie aérienne des malades des zones éloignées vers cette structure hospitalière, comprend notamment des blocs opératoires, un service d'imagerie et de radiologie, divers services de médecine et de chirurgie générale et dentaire, ophtalmologique et de traumatologie, a-t-on fait savoir.

A titre illustratif, les services médicaux au sein de cette future structure hospitalière d'envergure sont équipés de 150 lits, ceux de la chirurgie générale de 120 lits, le service médico-chirurgical de 36 lits, tandis que celui de la Mère-Enfance de 36 lits, a-t-on détaillé.

Ces journées d'information sur les services de la santé militaire, qui s'étaleront jusqu'à jeudi prochain, permettront au public, notamment les futurs bacheliers, de s'enquérir des modalités et conditions de rejoindre les écoles de la Santé militaire, de même que de connaître les avancées réalisées dans les différents domaines de la santé militaire, comme l'a souligné le général Moussaoui Abdelhamid, lors de la cérémonie inaugurale de cette manifestation.

Le même officier supérieur a annoncé également la réalisation prochaine d'une école militaire de formation paramédicale, dans la perspective du renforcement des services de santé militaire en personnel paramédical qualifié.

Des expositions sont organisées sur les différentes activités des services de la santé militaire et des prospectus sont mis à la disposition des visiteurs du centre d'information de la 3^e RM, pour présenter les réalisations des services de la santé militaire et les perspectives de son développement.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 5 nouveaux cas et aucun décès

Cinq (5) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) ont été enregistrés, alors qu'aucun cas de décès n'a été recensé ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 265,828, celui des décès demeure inchangé, soit 6875 cas, de même que le nombre total des patients guéris qui est de 178,374 cas.

Par ailleurs, un seul patient est actuellement en soins intensifs, ajoute la même source, notant que 44 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

LUTTE CONTRE LE COVID-19

Dr. Fourar : "une bonne hygiène de vie recommandée"

Le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Djamel Fourar, a cité en cause l'hypertension artérielle dans des formes graves de contamination par la Covid-19, pour expliquer l'impératif de l'adoption d'une bonne hygiène de vie pour éviter les facteurs à l'origine de la maladie.

"Une bonne hygiène de vie est nécessaire pour éviter l'hypertension artérielle, à l'origine de maladies graves pouvant entraîner la mort", a préconisé Dr. Fourar dans son allocution à l'ouverture d'une journée d'étude-formation sur "l'hypertension artérielle", organisée à l'occasion de la Journée mondiale de cette maladie (17 mai).

Il a ajouté que l'expérience de la lutte contre le Coronavirus en Algérie a prouvé que les personnes atteintes d'hypertension artérielle, infectées par le Covid-19, peuvent souffrir de complications pouvant entraîner



la mort pour les cas âgés de plus de 65 ans, notamment.

Le Dr. Fourar qui a cité le mauvais mode de vie parmi les causes principales de l'hypertension artérielle, a recommandé la nécessité de la prévention et de la sensibilisation, en vue de l'adoption d'une bonne hygiène alimentaire, du diagnostic précoce et du suivi régulier de la tension artérielle.

La sensibilisation au dan-

ger de l'hypertension artérielle permet l'adoption de réflexes simples de nature à prévenir la maladie, mais aussi à lutter contre ses complications graves, a encore observé Dr. Fourar, citant, entre autres facteurs aggravants, le tabagisme, l'obésité, le manque d'activité physique et la consommation de grandes quantités de sel.

Il a, en outre, signalé parmi les complications graves de cette maladie, les accidents coronariens, les maladies cardiaques, la rupture d'anévrisme, la perte de la vue et autres.

Selon la dernière enquête menée par le ministère de la Santé en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé en 2017, citée par Dr. Fourar, un taux de 23% des algériens souffrent d'hypertension artérielle, dont 50% ignorent leur maladie, souvent à l'origine de décès.

Ces personnes sont âgées de 19 à 69 ans, et 65% d'entre elles ont plus de 60 ans, le facteur âge étant déterminant dans cette maladie.

A noter, l'organisation par la direction de la santé de Tipasa d'une semaine du diagnostic précoce de l'hypertension artérielle, à l'occasion de la journée mondiale de cette maladie, dans le cadre d'un programme de sensibilisation inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre l'hypertension artérielle.

Il a, en outre, signalé parmi les complications graves de

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Benbahmed : "prioriser la production africaine pour satisfaire les besoins du continent"

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed a appelé, lundi à Dakar, à prioriser la production pharmaceutique africaine, afin de satisfaire les besoins du continent.

Intervenant à l'occasion de la table ronde sur "l'avenir de la santé et la résilience économique", organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), M. Benbahmed a appelé à prioriser la production pharmaceutique africaine en vue de satisfaire les besoins du continent, et ce en levant "les barrières douanières sur les produits pharmaceutiques et en motivant les organisations internationales qui font des dons à l'Afrique".

Le ministre a souligné "l'adoption d'une approche consensuelle et continentale entre les différents pays membres de l'Union africaine (UA) pouvant déve-

lopper l'industrie pharmaceutique à travers la prise de nombre de mesures", rappelant l'investissement dans le secteur de la santé pour le développement économique, l'adoption d'une approche innovante en matière de financement sanitaire pendant la pandémie et la prise de mesures incitatives visant à promouvoir le domaine de la santé.

Pour ce faire, ajoute-t-il, l'Algérie était parmi les premiers pays qui ont signé et ratifié le Traité portant création de l'Agence africaine du médicament, et a même exprimé sa volonté d'abriter le siège de cette agence, ce qui permettrait le développement de l'industrie pharmaceutique africaine à travers le renforcement des échanges et la coopération inter-continentaux.

Par ailleurs, M. Benbahmed a souligné que la création du ministère de l'Industrie pharmaceutique s'inscrit dans

le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au même titre que la mise en place des cadres législatifs et réglementaires devant régir le secteur ainsi que la mise en place des structures et outils nécessaires, permettant ainsi de franchir un grand pas en la matière. "entre 2019 et 2022, la production des médicaments a augmenté de plus de 30%", a-t-il soutenu. Grâce à son tissu de production, l'Algérie a pu s'immuniser contre les perturbations des marchés mondiaux des médicaments et assurer la disponibilité de l'ensemble des produits pharmaceutiques utilisés dans la prévention, l'examen et le protocole de traitement du Covid-19, voire la vaccination, rappelant que le groupe public SAIDAL s'était engagé dans la production du vaccin anti-covid 19 au niveau local en collaboration avec les laboratoires Sinovac.

ILLIZI

520 millions DA pour l'équipement du nouvel hôpital d'In-Amenas

Un financement de 520 millions DA est consacré à l'équipement du nouvel hôpital d'In-Amenas, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya d'Illizi.

L'opération sera lancée en quatre étapes dans les "brefs délais, une fois finalisées les procédures d'établissement des cahiers des charges et de lancement des appels d'offres par la commission sectorielle des marchés publics au niveau du ministère de tutelle", a précisé à l'APS le DSP, Ahmed Zenati, en signalant que l'équipement de cet hôpital devrait être achevée avant la fin de l'année en cours.

L'hôpital en question, dont les travaux de construction et de raccordement aux réseaux divers ont été entièrement terminés, englobera, en plus du service des urgences médicales et d'une pharmacie, une série de services et de pavillons dont ceux de la néo-natalité, de



médecine interne, d'hématologie, de pédiatrie et autres, a-t-il assuré. Le projet d'hôpital d'In-Amenas, dont le coût global dépasse un (1) milliard de dinars, sera d'un grand apport pour l'amélioration de la prise en charge médicale dans cette région, à la fois frontalière et zone industrielle, ainsi que la couverture du déficit accusé dans certaines spécialités médicales, ont souligné les services de la Santé de la wilaya.

Dans le sillage des efforts déployés pour améliorer le service public dans le domaine des prestations de santé, il est fait état de projets en cours pour la réalisation d'un hôpital de 120 lits au chef-lieu de la wilaya d'Illizi, de deux hôpitaux de 60 lits dans les communes de Debdeb et de Bordj Omar Idriss, ainsi que la réalisation et l'aménagement de cliniques et de centres sanitaires dans les zones enclavées, selon la DSP.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

CHINE

"Zéro Covid" à Shanghai, le confinement continue

Shanghai a indiqué mardi être venue à bout du coronavirus avec "Zéro Covid" hors établissements de quarantaine mais une grande partie des habitants restent confinés.

La Chine est confrontée à sa pire flambée épidémique depuis le début de la pandémie. Pour affronter cette vague d'Omicron potentiellement mortelle pour les nombreux seniors non vaccinés, Shanghai, de loin la ville la plus touchée, a placé début avril l'intégralité des habitants sous confinement.

"L'ensemble des 16 districts de Shanghai sont parvenus au zéro Covid en société", a annoncé mardi Zhao Dandan, le vice-directeur des services de santé municipaux. En clair, les



quelque 1.000 nouveaux cas détectés lors des 24 dernières heures l'ont tous été au sein des établissements de quarantaine et non dans la population générale. Les autorités avaient annoncé dès dimanche une réouverture "par étape" des commerces à partir de cette semaine, sans toutefois en préciser l'ampleur. Selon la mairie, seuls 3,8 millions d'habitants sont encore placés sous une forme dure de confinement, comme l'interdiction de sortir de son appartement ou de son complexe résidentiel.

CORÉE DU NORD

6 nouveaux morts "de fièvre"

La Corée du Nord a annoncé mardi avoir enregistré six nouveaux morts "de fièvre", selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA, portant le bilan à 56 morts, plus de 1.483.060 cas de "fièvre" et 663.910 personnes sous traitement, selon l'agence.

KCNA a précisé que l'armée avait "déployé en urgence ses forces dans toutes les pharmacies de Pyongyang et commencé à approvisionner en médicaments".

Malgré des confinements à grande échelle, le bilan s'établissait lundi soir à 56 morts, plus de 1.483.060 cas de "fièvre" et 663.910 personnes sous traitement, selon l'agence.

Le dirigeant Kim Jong Un a vive-

ment critiqué lundi les autorités sanitaires pour leur gestion de l'épidémie, en particulier l'incapacité à maintenir les pharmacies ouvertes 24h/24.

Le rapport publié mardi par KCNA indique que "des mesures urgentes ont été prises pour rectifier immédiatement les écarts dans l'approvisionnement en médicaments", notamment le fonctionnement 24h/24 des pharmacies de la capitale Pyongyang.

Depuis que le pays a annoncé son premier cas de Covid jeudi dernier, Kim Jong Un a pris personnellement en main la lutte contre l'épidémie, qui, selon lui, provoque "de grands bouleversements" dans le pays, dont la population n'est pas vaccinée. Il

supervise des réunions d'urgence quasi-quotidiennes du Politburo, et les médias nord-coréens ont diffusé des photos de lui visitant une pharmacie à Pyongyang dimanche. KCNA a rapporté mardi que des efforts étaient en cours pour informer les masses sur "le variant furtif Omicron afin de leur faire comprendre en profondeur les méthodes de traitement scientifiques et les règles de prévention des épidémies". Quelque 11.000 fonctionnaires, enseignants et étudiants en médecine ont entre-temps participé lundi à un "examen médical intensif de tous les habitants" afin de repérer les personnes atteintes de fièvre, selon la même source.

L'armée déployée pour aider à lutter contre l'épidémie

L'armée nord-coréenne a intensifié la distribution de médicaments destinés à lutter contre l'épidémie de Covid-19, a annoncé mardi l'agence de presse officielle KCNA qui a fait état de près de 1,5 million de cas de "fièvre".

Le dirigeant Kim Jong Un a ordonné un confinement national pour tenter d'enrayer la propagation du virus dans le pays, dont la population n'est pas vaccinée, et déployé l'armée pour qu'elle aide à lutter contre l'épidémie, dont il a critiqué la gestion. Des centaines de membres des services de l'Armée populaire de Corée, en tenue de camouflage, ont été vus en train de se rassembler dans

la capitale Pyongyang sur des photos publiées par KCNA.

L'armée "a déployé en urgence ses puissantes forces dans toutes les pharmacies de la ville de Pyongyang et a commencé à fournir des médicaments dans le cadre d'un service proposé 24h/24", a déclaré KCNA.

Une photo de l'agence montre des soldats marchant à proximité d'une longue file de camions vert olive.

Kim Jong Un a vivement critiqué lundi le gouvernement et les autorités sanitaires pour leur gestion de l'épidémie, en particulier l'incapacité à maintenir les pharmacies ouvertes en permanence. Depuis que le pays a

annoncé son premier cas de Covid jeudi dernier, le dirigeant a pris personnellement en main la lutte contre l'épidémie, qui, selon lui, provoque "de grands bouleversements" dans le pays.

Les autorités ont fait état de plus d'1,48 million de cas de "fièvre" et de 56 morts depuis l'apparition du Covid dans le pays et "au moins 663.910 personnes font l'objet d'un traitement médical", selon la même source.

Les autorités ont intensifié les campagnes de sensibilisation dans les médias et les laboratoires pharmaceutiques ont augmenté la production de médicaments, a affirmé KCNA.

ARGENTINE

Une "4^e vague", mais sans alarme (ministre)

L'Argentine est entrée dans une "quatrième vague" de Covid, a signalé lundi la ministre de la Santé Carla Vizzotti, en commentant les chiffres montrant un bond de 92% des nouveaux cas d'une semaine sur l'autre, mais sans hausse des décès ou hospitalisations.

"Aujourd'hui, nous entamons une quatrième vague de Covid-19 en Argentine, mais une (vague) qui nous trouve dans une situation totalement différente" des vagues précédentes, a déclaré la ministre lors d'un Conseil fédéral de santé avec ses homologues provinciaux dans la province de

Neuquen (sud). Le dernier relevé, désormais hebdomadaire, des nouveaux cas de Covid-19, a fait état dimanche de 33.989 cas de contagion, soit 92% de plus que les 17.646 de la semaine précédente, une augmentation de près de 200% mesurée sur les trois dernières semaines. Grâce aux diverses mesures sanitaires et à l'état de vaccination, "nous n'avons pas d'augmentation des décès, ou d'hospitalisés en soins intensifs, ce qui est notre objectif", a souligné la ministre. De fait, la semaine passée a vu 47 personnes décéder des suites du Covid,

contre 76 la semaine précédente. Le taux d'occupation des lits de soins intensifs reste modeste, à 41%.

En conséquence, "nous allons pouvoir avancer dans cette nouvelle étape de la pandémie", a ajouté Mme Vizzotti, qui a exclu le retour de confinements pour faire face à cette 4^e vague.

"Il n'y pas de possibilité de nouvelles fermetures", a-t-elle assuré.

Selon les chiffres ministériels, l'Argentine (45 millions d'habitants), a recensé 9.135.308 cas de Covid depuis le début de la pandémie, pour 128.776 décès.

Le pays, durement touché au début de la pandémie, avait appliqué des mesures sanitaires particulièrement sévères, avec un confinement de cinq mois, l'un des plus durs au monde.

Mais il avait à l'inverse assumé de ne pas resserrer l'étau fin 2021 face à la remontée du virus, afin de ne pas asphyxier la reprise économique, et s'appuyant sur une vaccination bien avancée.

Près de 83% d'Argentins affichent un schéma vaccinal complet à deux doses, et plus de 49% en reçu une dose de rappel.

ZAMBIE

Surveillance renforcée face à la menace d'une cinquième vague de COVID-19

La Zambie a déclaré lundi qu'elle avait renforcé ses mesures de surveillance pour parer à une éventuelle cinquième vague de COVID-19, qui pourrait coïncider avec l'arrivée de la saison froide dans le pays.

Le secrétaire permanent en charge des services techniques du ministère de la Santé, Lackson Kasonka, a déclaré qu'une cinquième vague était imminente, et constituait une menace pour la sécurité sanitaire du pays, notamment compte tenu de la recrudescence des cas enregistrés dans certains pays de la région.

Il a indiqué que le ministère avait renforcé ses efforts de collecte de données, de recherche des cas contacts et de détection et de gestion rapide des cas, ainsi que diverses autres mesures de réponse.

Lors d'un point de presse sur l'évolution de la COVID-19, il a déclaré aux journalistes que le pays avait enregistré la semaine dernière une hausse du nombre de nouveaux cas par rapport à la semaine précédente, et que le taux de positivité nationale avait également augmenté, passant à environ 4%.

Les données ont montré que le pays avait enregistré 501 nouveaux cas la semaine dernière, contre 393 la semaine précédente, soit une augmentation de 27%.

"Nous continuons à surveiller de près les statistiques pour détecter des signes de résurgence et faire en sorte que nos équipes restent préparées à une éventuelle cinquième vague", a-t-il affirmé. La COVID-19 est encore très présente dans le pays, d'où la nécessité que davantage de citoyens se fassent vacciner, a-t-il indiqué. Samedi, la vice-présidente Mutale Nalumango a lancé une nouvelle campagne nationale de vaccination contre la COVID-19, avec pour objectif de vacciner 70% de la population éligible d'ici juillet 2022.

Le total cumulé des cas confirmés de COVID-19 dans le pays s'élève à 320.680, et 3.983 personnes sont décédées depuis le début de la pandémie en mars 2020.

Au total, 316.139 personnes ont guéri de la maladie.

JAPON

Réouverture très prudente à une poignée de touristes étrangers

Le Japon va recommencer à accepter, pour la première fois depuis plus de deux ans, ce mois-ci des touristes étrangers de quatre pays (Etats-Unis, Australie, Thaïlande et Singapour) sous la forme d'une expérimentation très encadrée, a annoncé mardi le gouvernement.

Ces touristes visiteront l'archipel dans le cadre de voyages organisés: ils seront accompagnés de guides officiels et suivront des itinéraires fixés à l'avance.

Ils devront par ailleurs avoir reçu trois doses vaccinales contre le Covid-19 et avoir souscrit à une assurance médicale privée, selon un communiqué de l'Agence japonaise du tourisme.

Le Japon s'était fermé aux visiteurs étrangers dès le début de la pandémie de coronavirus, et n'a commencé à lever ses barrières aux frontières que très récemment.

Depuis mars, le pays accepte de nouveau des voyageurs d'affaires, des étudiants et des travailleurs étrangers notamment, mais avec des quotas d'entrée restreints, 10.000 personnes par jour actuellement. Ce plafond devrait toutefois doubler à partir de juin, selon des médias locaux. Le Japon continuait jusqu'à présent à bannir les touristes étrangers, alors que d'autres pays qui avaient également adopté des barrières drastiques à l'entrée (Australie, Nouvelle-Zélande, Corée du Sud, Singapour...) se sont ouverts ces derniers mois.

RETARDER LE VIEILLISSEMENT AVEC LA MÉDECINE ANTI-ÂGE

La médecine anti-âge a ses adeptes, prêts à mettre toutes les chances de leur côté pour rester en forme. Mais il ne faut pas faire n'importe quoi. DHEA, hormones de croissance, cure d'oméga-3... Le point sur ce que la médecine anti-âge nous propose.

Le traitement hormonal de la ménopause aide-t-il à rester jeune ?

Chez la femme ménopausée, le traitement hormonal substitutif a d'incontestables effets bénéfiques sur le confort de vie : réduction des bouffées de chaleur, de la sécheresse vaginale, de hauts et des hauts émotionnels... De nombreuses études montrent qu'il réduit aussi le risque d'ostéoporose et sans doute de plusieurs autres maladies, comme le diabète ou la maladie d'Alzheimer. Mais, comme il consiste à prendre les hormones (œstrogènes surtout) impliquées dans de nombreux cancers du sein, il peut favoriser leur croissance. Et il ne doit bien sûr pas être pris par les femmes qui ont eu ce type de cancer. Hormis ces cas, la décision est personnelle, après discussion avec le gynéco et vérification que la mammographie est normale.

On entend moins parler de DHEA, des médecins en prescrivent-ils encore ?

Considérée comme une hormone de jeunesse il y a vingt ans, elle fut décriée ensuite, faute de preuves de son efficacité et par crainte de ses conséquences. Aujourd'hui, elle fait de nouveau l'objet de très nombreuses études. Plus de quinze mille en cours sont référencées sur le principal site de recherches médicales : La DHEA est un précurseur des hormones sexuelles masculine et féminine liée à la période de reproduction. Elle baisse donc après la ménopause, mais de manière variable. D'où la tentation de la remonter en cas de taux très bas. Pas question, toutefois, de redonner des taux de 20 ans à une personne de 60 ans : on s'exposerait à un emballement général. D'autant qu'un petit coup de pouce peut suffire à relancer la machine. Pas d'automédication en passant par Internet, ni d'association avec un traitement hormonal de la ménopause, car cela fait trop d'hormones (risques de cancer). En l'absence de spécialité ayant une AMM (autorisation de mise sur le marché), une préparation magistrale est délivrable sur ordonnance.



Des cures d'oméga-3 ont-elles un intérêt ?

L'un des pires acides gras en excès est l'acide arachidonique. Il s'agit d'un oméga-6 qui « attaque » les bons acides gras oméga-3. Mais la prise d'oméga-3 sous forme de complément lorsqu'on a trop d'oméga-6 va semer la pagaille dans l'organisme. Il ne semble donc pas conseillé de faire des cures régulières d'oméga-3 sans dosage et sans avoir l'avis d'un spécialiste. Mieux vaut corriger son alimentation pour retrouver un rapport correct entre oméga-3 et 6. En clair, avaler un steak frites tous les jours et prendre des compléments d'oméga-3 pour compenser n'est pas vraiment une bonne idée...

L'hormone de croissance, présente-t-elle un intérêt ?

Certaines personnes en prennent, mais à leurs risques et périls, car les études ne sont pas concluantes. Comme son nom l'indique, cette hormone est un « booster » de la croissance cellulaire. À 15 ans, on en a besoin pour stimuler ses jeunes cellules. À 50 ou à 60 ans, beaucoup moins, puisqu'on stimule alors des cellules vieillissantes, avec les

risques de dérapage (cancer) que cela comporte. Si elle peut apporter du confort chez les personnes très fatiguées et qui en manquent (à vérifier par un dosage), l'hormone de croissance reste un accélérateur du vieillissement dont il vaut mieux se méfier.

Les compléments pour les yeux sont-ils conseillés ?

Des études ont démontré l'efficacité de certains antioxydants, comme la lutéine et la zéaxanthine, dans la prévention de la DMLA (dégénérescence maculaire liée à l'âge). En cas de signes débutants de la maladie signalés par l'ophtalmologiste, des cures de compléments peuvent être indiquées. Sinon, on peut enrichir son alimentation en fruits rouges et en caroténoïdes riches en ces éléments protecteurs de la santé oculaire. Une alimentation équilibrée composée de fruits et légumes semble fournir un apport en lutéine suffisant.

Qu'est-ce que la coenzyme Q10 ?

Il s'agit d'une substance un peu similaire à une vitamine. Vitale pour la production de

l'énergie dans l'organisme, elle fait en quelque sorte respirer les cellules. Le cœur, les poumons et le foie sont les organes qui en ont le plus besoin. En partie absorbée dans la nourriture, elle est aussi produite dans le corps. La prise de coenzyme Q10 (ubiquinol) est conseillée quand on suit un traitement par statines (anticholestérol). C'est d'ailleurs prescrit systématiquement dans certains pays. La raison : ces médicaments réduisent son taux, ce qui pourrait expliquer les douleurs musculaires observées chez certaines personnes. En prendre en préventif n'a que peu d'intérêt.

La mélatonine est la mode, qu'en penser ?

Acteur clé de notre horloge biologique, elle peut être utile, voire prescrite dans certains troubles du sommeil. On pense aujourd'hui qu'elle a d'autres propriétés : utile pour l'appareil digestif, stimulante pour le système immunitaire, anticancer, antidiabétique... Mais la supplémentation n'est pas toujours indiquée. Si on a un taux bas de cortisol (hormone de la glande surrénale), on risquerait de le faire encore plus baisser. Et c'est totalement contre-indiqué en cas de lymphome. Attention aux doses : 3 mg, c'est beaucoup ! Mais pas de souci en cas de prise ponctuelle pour lutter contre les effets d'un décalage horaire.

Est-ce qu'on ne risque pas d'en faire trop ?

Il s'agit d'aider la nature quand elle s'éssouffle trop. Rien de plus ! Une médecine anti-âge raisonnable ne vise pas à nous redonner les niveaux hormonaux de nos 20 ans. Ce serait dangereux ! Il s'agit de repérer des manques pouvant expliquer des inforts, et de les combler en partie. Corriger une ou deux déficiences suffit souvent à relancer la machine.

Le seul moyen de savoir si on a besoin d'un complément ? Faire un dosage, pour confirmer un éventuel déficit.

70% DES SENIORS SOUFFRENT... ET TROUVENT ÇA NORMAL

Douleurs articulaires, mal de dos, douleurs musculaires : la douleur fait partie intégrante du quotidien des seniors. Mais ceux-ci tardent à en parler au médecin, selon une enquête Sanofi / CSA Research. L'enquête Vécu et impact de la douleur chez les seniors menée auprès de 500 personnes de 65 ans et plus par CSA Research pour Sanofi montre que la prise en charge de la douleur peut se révéler complexe. Cette année met en avant le fait que la douleur touche la quasi-totalité des seniors (83% des personnes interrogées souffrent actuellement ou ont eu au moins une douleur au cours des 12 derniers mois). Mais elle mon-

tre aussi que pour 71% des seniors, la douleur fait partie du quotidien car "c'est normal d'avoir mal à partir d'un certain âge".

Les seniors ne font pas le lien entre douleur et problème de santé

Avec l'avancée en âge, il est normal que les personnes soient plus fragiles. Mais ces chiffres donnent surtout des indications sur le vécu et le ressenti de la douleur : les seniors souffrent mais ne corrélat pas forcément cette douleur à un mauvais état de santé* souligne le Pr Serge Perrot, rhumatologue à l'hôpital Cochin et vice-président de



la Société Française de l'Etude et du Traitement de la Douleur. Douleurs articulaires,

musculaires ou mal de dos sont les principales douleurs évoquées par les seniors, qui

n'hésitent pas à en parler à leurs proches. En revanche, ils tardent à se tourner vers un professionnel de santé, même lorsque cette douleur affecte leur mobilité. 70% des personnes interrogées reconnaissent attendre des semaines voire des mois avant d'en parler au médecin. "Il est désormais important d'expliquer aux personnes âgées que souffrir n'est pas une fatalité et donc qu'il ne faut pas tarder à consulter. Car les douleurs les plus fréquentes touchent à la mobilité, ce qui peut altérer l'autonomie des seniors et aggraver leur fragilité", commente le Pr Serge Perrot.

LES FRUITS PENDANT LA GROSSESSE POUR DES BÉBÉS PLUS INTELLIGENTS ?

Une alimentation riche en fruits pendant la grossesse permettrait un meilleur développement cognitif des enfants.

Les femmes enceintes qui mangent des fruits pendant leur grossesse favorisent le développement cognitif de leur enfant, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *EbioMedicine*. En effet, ces bébés auraient des QI plus élevés.

Les chercheurs de l'université de l'Alberta (Canada) ont réalisé une étude avec les données médicales d'une étude sur la santé de l'enfant impliquant plus de 3 500 naissances et leur famille.

6 à 7 portions de fruits par jour pendant la grossesse: un QI plus élevé

Les scientifiques ont examiné les facteurs qui affectent normalement l'apprentissage et le développement de l'enfant, comme le revenu de la famille, l'éducation paternelle et maternelle, et l'âge gestationnel de l'enfant.

Les conclusions de l'étude ont révélé que si les femmes enceintes ont mangé six ou sept portions de fruits ou de jus de fruits par jour en moyenne, leurs enfants obtiennent six ou sept points de plus sur l'échelle de QI par rapport aux autres enfants de leur âge.

«Nous voulions savoir si nous avons pu identifier les facteurs qui affectent le développement cognitif», explique Plush Mandhane, professeur agrégé de pédiatrie à l'Université de la Faculté de médecine et de dentisterie de l'Alberta. «Nous avons constaté que l'un des principaux prédicteurs du développement cognitif était combien de fruits les mamans ont consommés pendant la grossesse. Plus les mamans avaient mangé de fruits pendant leur grossesse, plus le développement cognitif de l'enfant était élevé».

Comprendre les bénéfices des fruits pendant la grossesse sur le long terme

Le chercheur a annoncé qu'il poursuivra ses travaux dans ce domaine pour examiner si les avantages de la consommation prénatale de fruits persistent chez les enfants au fil du temps. Il cherchera également à déterminer si les fruits peuvent influencer sur le développement de l'enfance lié à des zones de fonctionnement en excution telles que la planification, l'organisation et la mémoire de travail.

ARRÊT DU TABAC IL FAUT EN MOYENNE DEUX TENTATIVES

Le tabac reste la première cause de mortalité avec 78 000 décès par an en France. Mais pour les fumeurs, l'arrêt de la cigarette n'est pas simple. 80% des fumeurs ont eu besoin en moyenne de deux tentatives pour arrêter de fumer.

78 000 fumeurs décèdent chaque année à cause du tabac dont 47 000 d'un cancer, 20 000 des suites d'une maladie cardiovasculaire et 11 000 de maladies respiratoires. En cette Journée mondiale sans tabac, la Fédération Française des Associations et Amicales de malades, Insuffisants ou handicapés respiratoires (FFAAIR) a mené une enquête auprès de personnes atteintes de maladies respiratoires telles que la BPCO (Broncho Pneumopathie Chronique Obstructive), l'asthme, l'apnée du sommeil ou encore la fibrose pulmonaire et les a interrogé sur leur addiction au tabac.

59% des malades respiratoires ont déjà fumé

Les résultats de l'enquête OpinionWay/FFAAIR révèlent que :

- 59% des personnes atteintes de ces pathologies ont déjà fumé
- 71% ont été exposés au tabagisme actif comme passif

• 80% des fumeurs malades ont eu besoin d'au moins 2 tentatives pour arrêter

• Seulement 36% ont été accompagnés d'un professionnel de santé dans cette démarche.

«Les fumeurs ne savent pas vers qui se tourner pour arrêter de fumer. Souvent, le pharmacien est le premier professionnel de santé en lien avec eux puisqu'ils consultent les fumeurs dans leur choix de substituts nicotiques



mais ils doivent leur conseiller de consulter leur médecin généraliste ou un spécialiste - tabacologue ou pneumologue - pour les accompagner dans leur démarche», explique Michel Vicaire, président de la FFAAIR.

Les principaux freins à l'arrêt du tabac

- la peur du manque à 42%

• le manque de motivation à 36%

• les tentatives et échecs précédents à 32%

• le coût des produits de sevrage à 20%.

Face aux difficultés pour arrêter de fumer, les patients atteints de maladies respiratoires attendent un accompagnement médical plus organisé, avec

l'identification d'un professionnel de santé, responsable unique de leur prise en charge dans l'arrêt du tabac.

• 52% souhaitent la mise en place de consultations spécifiques à l'arrêt du tabac chez le médecin traitant

• 41% souhaitent le remboursement des produits de sevrage tabagique.

L'ARRÊT NET DU TABAC EST PLUS EFFICACE

Se débarrasser une fois pour toute de la cigarette est plus efficace que de réduire progressivement sa consommation.

Pour arrêter de fumer, la méthode « définitive » serait plus efficace que la progressive, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Annals of Internal Medicine*. Arrêter de fumer d'un coup réduirait les risques de rechute de 20%.

Les chercheurs des Universités d'Oxford, Birmingham et de l'University College London (Royaume-Uni) ont mené une étude avec 697 fumeurs motivés pour abandonner leur meilleure ennemie.

Les volontaires ont été répartis en deux groupes, l'un à qui on proposait un arrêt progressif et l'autre un arrêt brutal pour comparer l'efficacité des deux méthodes.

Arrêter progressivement de fumer consistait à diminuer progressivement de 75% dans les 2 semaines avant le dernier jour de tabagisme, soit 50% dans la première semaine et 25% à la fin de la deuxième semaine.

Après 4 semaines, les scientifiques ont analysé le taux de dépendance à la cigarette des participants et l'efficacité de la méthode. Ils ont relevé que 39,2% des participants ayant suivi une approche progressive étaient tou-

jours abstinents, et 49,0% des volontaires ayant suivi l'approche brutale ne fumaient toujours pas.

Au bout de six mois, ces taux d'arrêts sont passés à 15,3% et 22%.

Les scientifiques ont calculé que le risque de rechute des fumeurs qui ont arrêté « d'un coup » est réduit de 20% par rapport à ceux qui ont choisi l'arrêt par étape.

« Pour améliorer les chances d'arrêter de fumer, il faut se fixer un jour « fatidique » et s'y préparer », précisent les auteurs. « D'autres mesures complémentaires, comme se faire prescrire un substitut nicotinique adapté, peuvent également aider. Enfin, réfléchir à un substitut à prendre dans sa main peut également être une aide pour certains ».

Se débarrasser du tabac pour une meilleure santé

Trouver la bonne solution pour en finir avec la cigarette est nécessaire pour votre santé. En effet, la cigarette tue 200 fois par jour en France et fait perdre entre 10 et 15 années de vie à chaque fumeur.



SAHARA OCCIDENTAL

Prisonniers de Gdeim Izik : des experts internationaux dénoncent les abus subis dans les prisons marocaines

Une délégation internationale d'experts en droits de l'homme, de juristes et d'avocats a dénoncé lundi, les abus subis par les prisonniers sahraouis du groupe Gdeim Izik dans les geôles marocaines.

La délégation composée des membres de la Coordination des familles des prisonniers du groupe Gdeim Izik, de la Fondation Rafto pour les droits humains ainsi que du Comité norvégien de soutien au Sahara occidental ont rencontré du 7 au 10 mai dernier à Rabat, les familles du groupe Gdeim Izik - un groupe de défenseurs des droits humains sahraouis détenus dans les prisons marocaines depuis 2010 - qui ont dénoncé la façon dont leurs fils, frères et maris ont été rudement malmenés pour leurs activités dans la défense des droits de l'homme.

Les familles ont notamment critiqué les mauvais traitements utilisés pour faire taire leurs voix.

"Les 19 prisonniers de 'Gdeim Izik' ont été arrêtés arbitrairement en 2010 et condamnés à de longues peines de prison à l'issue de deux procès entachés d'allégations de torture et de nombreuses autres irrégularités.

Ils sont actuellement détenus dans des conditions brutales dans six prisons différentes sur le sol marocain et sont privés d'assistance médicale et juridique, ainsi que de visites familiales", ont dénoncé les experts dans un communiqué.

Pendant son séjour à Rabat, "la délégation a tenu des réunions avec des ambassades, se faisant l'écho de la demande des familles de libérer immédiatement les prisonniers, de les transférer dans une prison plus proche de leurs familles et d'exiger la visite d'une délégation internationale", explique le communiqué.

La dernière visite effectuée par une délégation internationale aux prisonniers de Gdeim Izik, remonte à 2013.

Il s'agissait alors, d'un Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire, dirigée par le président rappor-



teur du Groupe de travail de l'époque, le professeur Mads Andenas.

Le professeur Andenas, membre de la délégation internationale de mai 2022 pour la protection des prisonniers de Gdeim Izik a rappelé que, "lors de la visite, les prisonniers de Gdeim Izik nous ont informés de tortures et de mauvais traitements, et nous avons observé la détérioration de l'état de santé de certains des détenus en raison des conditions de détention.

Nous avons également reçu des informations selon lesquelles plusieurs détenus du groupe de Gdeim Izik ont en tamé des grèves de la faim et que leur état de santé s'est encore détérioré.

Leur vie est désormais plus que jamais en danger", a-t-il averti.

Par ailleurs, la délégation a révélé, dans son communiqué, que la juriste norvégienne, Tone Sofonn Moe, s'est

refusé l'entrée au Maroc par la police à l'aéroport de Rabat alors qu'elle se rendait à la réunion avec les familles des prisonniers et a empêché le personnel de l'ambassade norvégienne présent à l'aéroport de parler avec la juriste expulsée. A cet égard, Mme Moe a dénoncé le fait que "son expulsion soit liée à son travail en faveur des droits de l'homme et à la condamnation du Maroc par les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU que le Royaume refuse de respecter et d'appliquer".

La délégation de juristes internationaux, de défenseurs des droits de l'homme et d'observateurs aux côtés des familles des prisonniers de Gdeim Izik tiendra une Conférence de presse virtuelle le mercredi 18 mai, à 15h00 CET, afin d'évoquer la situation critique et de demander une action internationale pour leur libération immédiate.

MALI

Une tentative de coup d'Etat déjouée dans la nuit du 11 au 12 mai

Une tentative de coup d'Etat a été déjouée au Mali dans la nuit du 11 au 12 mai, a annoncé lundi soir le porte-parole du gouvernement et ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Abdoulaye Maïga, dans un communiqué.

"Dans le dessein de briser la dynamique de la refondation du Mali, un groupus-

cule d'officiers et de sous-officiers anti-progressistes maliens a tenté un coup d'Etat dans la nuit du 11 au 12 mai 2022.

Ces militaires étaient soutenus par un Etat occidental", indique le communiqué.

"La tentative a été déjouée grâce à la vigilance et au professionnalisme des Forces de défense et de sécurité

(FDS) du Mali", affirme le communiqué, ajoutant que le gouvernement malien condamne avec "la dernière rigueur cette indigne atteinte à la sûreté de l'Etat", dont l'objectif est "d'entraver voire annihiler les efforts substantiels de sécurisation de notre pays et le retour à un ordre constitutionnel, gage de paix et de stabilité".

Dans le cadre de l'enquête

et de la recherche des complices impliqués dans ce putsch manqué, le gouvernement malien, note le communiqué, assure à "l'opinion nationale que tous les moyens ainsi que toutes les mesures appropriées sont déployés".

"Les personnes interpellées seront mises à la disposition de la justice", indique le communiqué.

BURKINA FASO

Poursuite des recherches des huit mineurs portés disparus sous terre depuis un mois

Les opérations pour tenter de retrouver huit mineurs portés disparus sous terre dans une mine de zinc du Burkina Faso depuis un mois, se poursuivaient mardi, sans grand espoir qu'ils puissent être remontés vivants, ont constaté des médias sur place.

Ces huit mineurs - six Burkinabè, un Zambien et un Tanzanien - ont été pris au piège le 16 avril au fond de la mine de Perkoa, exploitée par la compagnie canadienne Trevali Mining, située à une centaine de km à l'ouest de Ouagadougou, après des pluies diluviennes qui ont inondé les galeries souterraines où ils travaillaient à 700 mètres sous terre.

Depuis, aucun contact n'a pu être établi avec eux, mais les sauveteurs espèrent encore qu'ils ont pu s'abriter dans une "chambre de refuge" située à 580 mètres de profondeur, où des kits de survie comprenant de l'eau, de la nourriture et des médicaments, sont habituellement stockés.

Les sauveteurs s'attèlent sans relâche à pomper les quelques 165 millions de litres d'eau qui ont inondé les galeries et sont parvenus à atteindre la toiture de la chambre, selon le comité de crise mis en place à Perkoa.

"La chambre est toujours submergée" par l'eau, a déclaré lundi soir le lieutenant Stéphane Sidi Nana, l'un

des sapeurs-pompiers présents sur les lieux. "On n'a pas pu observer à travers la vitre pour voir l'intérieur de la chambre", a-t-il affirmé.

Jean Alphonse Somé, ministre des Mines, estime que les secouristes en sont aux "ultimes phases de pompage et dans les prochaines heures, à tout moment" il sera possible de "regarder" à l'intérieur de la chambre de refuge, pour voir si les mineurs sont bien à l'intérieur.

De leur côté, les familles de six mineurs ont porté "plainte contre x" pour "tentative d'homicide involontaire", "mise en danger de la vie d'autrui" et "non assistance à personne en danger".

SOMALIE

L'UA félicite Hassan Cheikh Mohamoud pour son élection à la présidence

L'Union africaine (UA) a félicité lundi Hassan Cheikh Mohamoud pour son élection à la présidence de la Somalie. Dans un communiqué de presse, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a félicité M. Mohamoud pour "son élection historique" en tant que président de la Somalie, menée dimanche par le Parlement somalien.

M. Mahamat a aussi salué le président sortant Mohamed Abdullahi Mohamed, dit Farmajo, "pour avoir fait preuve de leadership et de sens politique à travers son acceptation courtoise du résultat de l'élection".

Le président du bloc panafricain composé de 55 membres a applaudi le peuple somalien "pour sa belle preuve de patriotisme" par la tenue ordonnée des élections, tout en reconnaissant le rôle crucial joué par les Forces de sécurité somaliennes et la Mission de transition de l'UA en Somalie (ATMIS) afin de garantir la sécurité de l'ensemble du processus électoral. Il a réitéré le soutien continu de l'UA aux efforts de la Somalie pour améliorer sa gouvernance démocratique, promouvoir la réconciliation nationale et rétablir la paix, la stabilité et la sécurité.

A l'issue d'un vote marathon, Hassan Cheikh Mohamoud, s'est imposé face au chef de l'Etat sortant qui l'avait battu il y a cinq ans.

Des coups de feu de célébration ont résonné dans la capitale Mogadiscio. Il a remporté 214 votes de la part des législateurs, battant ainsi le président sortant Farmajo qui a obtenu 110 voix. M. Mohamoud a été investi juste après le vote.

Joe Biden approuve le rétablissement d'une présence militaire américaine en Somalie

Le président Joe Biden a approuvé le rétablissement d'une présence militaire américaine en Somalie pour y combattre les terroristes du groupe "shebab", a annoncé lundi un haut responsable du gouvernement américain.

Près de 18 mois après le retrait des quelque 750 militaires américains qui étaient déployés dans ce pays de la Corne de l'Afrique, ordonné à la toute fin de son mandat par Donald Trump, "moins de 500" soldats des forces spéciales américaines seront de nouveau stationnés dans le pays, a indiqué ce responsable, cité par l'AFP, sans préciser la date de leur arrivée.

M. Biden "a approuvé une demande du ministère de la Défense de repositionner des forces américaines en Afrique de l'Est, afin de rétablir une petite présence militaire persistante en Somalie", a-t-il déclaré à la presse.

"Le président a pris cette décision pour accroître la sécurité et l'efficacité de nos forces spéciales, qui ont passé plus d'un an, depuis la décision de la précédente administration, à entrer et sortir épisodiquement de Somalie pour y faciliter les opérations antiterroristes", a-t-il ajouté.

Do nald Trump avait ordonné en décembre 2020, soit juste avant la fin de son mandat, le retrait des troupes américaines de Somalie, n'autorisant que des missions par rotations.

Le responsable américain a laissé entendre que la décision de M. Biden avait davantage à voir avec la sécurité des forces américaines qu'avec l'élection dimanche d'un nouveau président somalien, Hassan Cheikh Mohamoud, après plus d'un an d'atermoiements et de crise politique autour de l'organisation du scrutin.

Le soutien des dirigeants somaliens à une coopération avec les Etats-Unis dans la lutte contre les terroristes a été "constant" ces dernières années, a-t-il expliqué.

"Nous avons coopéré avec succès avec les Somaliens" malgré les changements de gouvernements, "et nous sommes convaincus que nous continuerons à le faire avec la nouvelle administration".

La décision de rétablir une présence militaire "rationalise le dispositif irrationnel dont nous avons hérité", a-t-il ajouté.

"C'était irrationnel parce que cela créait un risque inutile et élevé pour les forces américaines à chaque fois qu'elles entraient et sortaient du pays, et que nous en tirions moins de bénéfice malgré ce risque accru".

Le responsable américain a souligné que les forces spéciales concernées étaient déjà positionnées dans des pays voisins et que ce déploiement ne changerait pas la posture militaire américaine en Afrique de l'Est.

APS

IRAK 4 morts dans deux attaques terroristes dans l'est du pays

Trois villageois et un policier ont été tués lundi au cours de deux attaques perpétrées par des membres du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech/EI) dans la province de Diyala, dans l'est de l'Irak, ont indiqué un responsable provincial et une source au sein des forces de police.

Profitant d'une tempête de poussière qui a balayé une grande partie de l'Irak un peu plus tôt dans la journée, des terroristes de Daech ont attaqué une ferme de blé à l'extérieur d'un village près de la ville d'Udheim, dans le nord de la province de Diyala, et ont abattu trois villageois travaillant dans la ferme, a indiqué Mohammed al-Obaidi, maire d'Udheim, cité par l'Agence de presse Chine nouvelle.

"Les forces de sécurité irakiennes et les villageois ont trouvé les corps des trois agriculteurs dans la ferme un peu plus



tard dans la journée", a déclaré M. Al-Obaidi. Dans une attaque distincte, un policier a été tué et trois autres blessés,

dont un officier, lorsqu'une bombe cachée en bord de route a explosé près de leur véhicule. L'attaque s'est produite dans une zone de vergers proche de la ville d'Abu Saida, au nord-est de Baquba, le chef-lieu provincial, à environ 65 km au nord-est de Bagdad, a dit le major Radie al-Saadi, du Commandement de la police provinciale, cité par la même source. Au cours des derniers mois, les forces de sécurité irakiennes ont lancé plusieurs opérations contre les terroristes pour répondre à l'intensification de leurs activités.

FRANCE Macron nomme Elisabeth Borne Premier ministre

Le président français Emmanuel Macron a nommé lundi la ministre du Travail Elisabeth Borne à la tête du gouvernement, deuxième femme à accéder à ces fonctions en France, a indiqué l'Ély-

see dans un communiqué. M. Macron, réélu le 24 avril pour cinq ans, a nommé Mme Borne, 61 ans, issue de la gauche, "Première ministre et la chargée de former un gouvernement", selon un commu-

niqué de la présidence. Mme Borne a été la ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion dans le gouvernement de Jean Castex. Elle est la deuxième femme nommée au poste de Premier ministre en

France, après Edith Cresson (1991-1992) sous le président François Mitterrand. Mme Borne succède à Jean Castex, qui dirigeait le gouvernement français depuis juillet 2020 et a démissionné plus tôt lundi.

ETATS UNIS Face à la pénurie, la FDA assouplit les mesures d'importation du lait pour bébé

L'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux (FDA) a annoncé lundi avoir mis en place des mesures visant à faciliter l'importation de lait pour bébé au moment où les Etats-Unis sont confrontés à une pénurie sans précédent de ce produit.

La FDA a affirmé qu'elle encourageait les fabricants étrangers à demander l'autorisation d'expédier leur formule de lait pour bébé aux Etats-Unis.

"La FDA donnera la priorité à l'examen des demandes qui ont le plus de chances d'aboutir et permettra de mettre le plus de formules sur les étagères américaines le plus rapidement possible", a déclaré, de son côté, la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre.

En février, Abbott Nutrition, l'un des plus grands fournisseurs de lait pour bébé aux Etats-Unis, a rappelé plusieurs

grandes marques de ce produit après que des fonctionnaires fédéraux aient enquêté sur quatre bébés ayant souffert d'infections bactériennes dues à du lait maternisé fabriqué dans l'usine d'Abbott à Sturgis, dans le Michigan.

La FDA avait fait savoir à l'époque que la bactérie connue sous le nom de Cronobacter sa kazakii "pourrait avoir contribué à la cause du décès des deux patients".

Lundi, en parallèle aux mesures annoncées par l'administration Biden pour remédier à la pénurie de lait maternisé, Abbott Nutrition a fait savoir qu'elle avait accepté les conditions fixées par la FDA pour reprendre ses activités dans son usine du Michigan.

Ce décret de consentement énonce les mesures requises pour relancer la production en toute sécurité et maintenir le site de Sturgis.

Il est toutefois soumis à l'approbation du tribunal. "Notre priorité numéro un est de fournir aux nourrissons et aux familles les préparations de haute qualité dont ils ont besoin, et il s'agit d'une étape importante vers la réouverture de notre usine de Sturgis afin d'atténuer la pénurie nationale de formule pour bébés", a déclaré Robert Ford, directeur général d'Abbott, dans un communiqué.

"Nous sommes impatients de travailler avec la FDA pour ouvrir l'usine rapidement et en toute sécurité", a-t-il ajouté. Une fois que la FDA aura confirmé qu'Abbott a satisfait aux exigences initiales, l'entreprise pourrait redémarrer le site dans les deux semaines.

Abbott a déclaré qu'il faudrait encore six à huit semaines pour que les produits arrivent sur les étagères des magasins américains.

CUBA-ETATS UNIS Allègement de sanctions américaines : Cuba salue "un petit pas dans la bonne direction"

Le gouvernement cubain a salué lundi comme "un petit pas dans la bonne direction" la levée par l'administration américaine d'une série de restrictions visant le pays, mais souligné que cela "ne modifie pas l'embargo" en vigueur depuis 1962.

"L'annonce du gouvernement américain est un petit pas dans la bonne direction", mais "ni les objectifs, ni les principaux instruments de la politique des Etats-Unis contre Cuba, qui est un échec, ne changent", a réagi sur Twitter le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez.

L'administration du président Joe Biden a annoncé lundi la levée d'une série de restrictions visant Cuba, notamment sur les procédures d'immigration, les transferts d'argent et les liaisons aériennes.

Ce sont des "mesures positives, mais de portée très limitée", a également estimé le chef de la diplomatie cubaine dans une déclaration publiée sur le site du ministère.

Il a souligné qu'il s'agit de

"quelques unes des promesses du président Biden durant la campagne électorale de 2020 pour alléger les décisions inhumaines prises par le gouvernement du président Trump, qui ont durci le blocus à des niveaux sans précédent, et la politique de 'pression maximale' depuis lors appliquée contre notre pays".

Mais "les annonces ne modifient absolument pas le blocus, ni les mesures principales de siège économique prises par Trump" et "n'éliminent pas les interdictions de voyages (à Cuba, ndr) pour les Américains". Et surtout, "cela n'annule pas le placement arbitraire et frauduleux de Cuba sur la liste du département d'Etat de pays qui soit-disant soutiennent le terrorisme, une des principales causes des difficultés qu'affronte Cuba pour ses transactions commerciales et financières dans de nombreux endroits du monde".

Le ministre souligne toutefois la "disposition" de son gouvernement "à entamer un dialogue respectueux et sur

un pied d'égalité avec le gouvernement des Etats-Unis".

Après le rapprochement historique entre Cuba et les Etats-Unis entre 2014 et 2016, sous le mandat du président Barack Obama, les relations

entre les deux pays s'étaient à nouveau refroidies avec une salve de sanctions de l'administration Donald Trump, jusqu'à présent toutes maintenues par l'administration Biden.

BOLIVIE La justice prolonge la détention préventive de l'ancienne présidente Jeanine Aez

Un juge bolivien a décidé, lundi, de prolonger de trois mois la détention préventive de l'ancienne présidente par intérim Jeanine Aez et de deux de ses anciens ministres, qui font face à plusieurs procès liés à la crise politique de 2019.

L'ancienne présidente de transition est détenue depuis la mi-mars 2021 dans une prison de La Paz pour crimes présumés de "terrorisme, sédition et complot", ayant fait l'objet d'une plainte déposée par le Mouvement vers le socialisme (MAS) au pouvoir.

"Après 429 jours de privation illégale de liberté, aujourd'hui le juge Armando Zeballos prolonge la détention préventive de Jeanine Aez

pour trois mois à la demande du parquet et du gouvernement, pour des crimes inexistantes de terrorisme et de sédition", a écrit Aez sur ses réseaux sociaux, gérés par des membres de sa famille.

Ainsi, Aez a indirectement rappelé la décision, en mars dernier, de la Cour constitutionnelle d'éliminer le crime de sédition du système juridique bolivien.

Le procès contre Aez est suspendu jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle se prononce sur un recours de la défense contre deux articles d'une norme qui encadre deux des crimes allégués.

Pour le gouvernement et le MAS, Aez a assumé "illégalement" la pré-

sidence du pays après la démission sous le coup des manifestations du président de l'époque Evo Morales, de son vice-président et des présidents du Sénat et de la Chambre des députés.

La défense d'Aez soutient qu'à la fin de 2019, il y avait un vide de pouvoir en raison de la démission de toute la ligne de succession stipulée dans la Constitution et que son arrivée à la présidence a respecté les procédures juridiques.

Aez est détenue avec ses anciens ministres Alvaro Combra et Rodrigo Guzman, ainsi que d'autres responsables dont des anciens chefs de l'armée et de la police.

VENEZUELA L'ambassadeur en Russie nommé ministre des affaires étrangères

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a nommé lundi son ambassadeur en Russie Carlos Faria comme ministre des affaires étrangères.

"J'ai nommé comme ministre du pouvoir populaire pour les relations extérieures, chancelier de la République, le camarade ambassadeur Carlos Faria", a déclaré M. Maduro dans un communiqué diffusé par la télévision d'Etat. "Il connaît très bien tout l'environnement géopolitique de la lutte pour un monde multipolaire", a ajouté le dirigeant socialiste.

CHILI Remilitarisation de la région mapuche

Le gouvernement du président chilien Gabriel Boric a ordonné lundi le retour de l'armée dans la région de La Araucanía, dans le sud du pays, face à la montée de la violence liée aux revendications territoriales des Indiens Mapuche.

"Nous avons décidé d'utiliser tous les outils pour assurer la sécurité", a déclaré la ministre de l'Intérieur Izkia Siches après avoir annoncé que l'armée serait redéployée dans le sud du pays.

Le 12 octobre 2021, des militaires avaient été déplacés dans la région d'Araucanía et dans des villes de la région voisine du Biobío sur ordre du gouvernement du conservateur Sebastian Pinera.

Pendant la campagne électorale, M. Boric s'est engagé à retirer les militaires de la région, une mesure qu'il a mise en oeuvre le 27 mars.

Mais après avoir tenté en vain de faire approuver par le Congrès un déploiement "intermédiaire" de l'armée, avec une présence limitée à quelques endroits, et face à une augmentation notoire des incendies criminels, son gouvernement a dû faire marche arrière et recourir une nouvelle fois à cette mesure d'urgence pour protéger la zone.

La ministre Izkia Siches a expliqué que, par allègement au nouveau décret sur l'"état d'urgence", qui permet le déplacement des forces militaires, le gouvernement poursuivra sa politique de dialogue avec les communautés mapuche et une politique plus large d'achat de terres.

Certaines communautés du sud du pays réclament depuis des décennies la restitution de terres qu'elles considèrent comme leur appartenant en vertu de droits ancestraux, aujourd'hui essentiellement aux mains d'entreprises forestières et d'agriculteurs.

Des groupes indigènes radicaux ont revendiqué la responsabilité de certaines de ces attaques, bien que l'on signale également dans la région la présence de groupes d'autodéfense forestière, de groupes qui se consacrent au vol de bois et à la criminalité ordinaire.

PATRIMOINE

Bijoux traditionnels à Batna : un patrimoine qui a préservé son éclat

Les régions de Oued Abdi et Oued Labiod, dans la wilaya de Batna, sont réputées depuis des lustres pour la spécialisation de leurs habitants dans la fabrication de bijoux traditionnels, un métier plusieurs fois séculaires dont les arcanes se transmettent de père en fils.

Cette profession ancestrale dont les principaux traits de conception et de décoration de ses produits sont intrinsèquement liés à la nature de la région des Aurès, conserve à ce jour, son éclat et son attrait perpétués par une corporation qui s'affirme en gardienne jalouse du patrimoine culturel de la région.

Artisan bijoutier, Mohamed Ameghchouche affirme avoir appris les secrets de ce métier de son grand-père, son père et de ses deux sœurs Hamama et Kouka qui ont été les premières femmes à exercer cette profession.

Selon la tradition de la famille, la confection de bijoux traditionnels est une activité ancestrale aux origines immémoriales exercée de M'chouneche (wilaya de Biskra) à Oued Taga (Batna) en passant par Bouzina, Menaâ, Nara, Chir, Theniet El Abed et Arris.

Le bijou traditionnel chaoui authentique est simple et sans coloration avec des motifs en formes géométriques, végétales et animales et, rarement, ce bijou est orné d'une pierre rouge ou verte à l'instar de l'Imsecken ou tizimzen qui sert à épinglel El Melehfa (tenue des femmes des Aurès) au niveau des épaules, assure cet artisan.

Les artisans de la région qui ont acquis une grande expérience dans le moulage, ont excellé dans la fabrication de bijoux pour orner presque chaque partie du corps de la femme de la tête au pied avec notamment Timcherfen (boucles d'oreille), ley (collier), les bracelets dont le nombre peut atteindre jusqu'à 12 dans chaque poignet et El Khelkhel (anneau de cheville).

Selon le président de l'association Azeta Nelhaf (tissage d'El Melehfa), Kamel Radjef, la plupart des artisans tirent les motifs décoratifs de leurs bijoux des motifs avec lesquels les femmes tisserandes décorent leurs

tapis dans la région. Le bijou traditionnel a toujours la côte chez les femmes de la région dont beaucoup tiennent à le porter non pas seulement lors des fêtes, mais aussi au cours de leur vie de tous les jours, exprimant ainsi leur attachement à ce patrimoine ancestral, a relevé Kamel.

De leur côté, de nombreux artisans viennent à reproduire à l'authentique les vieux bijoux chaouis en tant que patrimoine culturel de la région et sup port de promotion du tourisme local, a-t-il encore noté.

La bijouterie, le métier le plus répandu

Les statistiques de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Batna montrent que la bijouterie constitue le métier le plus répandu dans la wilaya, aussi bien dans un cadre légal qu'informel.

Le nombre d'artisans bijoutiers traditionnels dépasse 483 et celui des bijoutiers est de 1.312, selon le directeur du secteur, El Ayeche Keraba, qui souligne que la plus grande concentration d'artisans se trouve dans la ville de Batna, suivie d'Oued Taga, Menaâ, Chir, Theniet El Abed, Bouzina et Arris.

Au regard de l'importance de cette activité, une association des artisans bijoutiers a vu le jour en 2006 devenant en 2020 une association nationale qui a signé un accord de partenariat dans le cadre du programme d'appui aux associations professionnelles de la coopération technique algéro-allemande, selon la même source.

L'année 2015 a connu, a ajouté M. Keraba, le lancement du cluster de bijoux à Batna dans le cadre du projet de développement des clusters dans les industries culturelles créatives dans le Sud de la Méditerranée, financé par l'Union européenne avec la contribution de la coopération italienne et



mis en œuvre par l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUUDI).

Selon la même source, l'un des objectifs du projet a été le développement des compétences des artisans par l'acquisition des techniques modernes et le développement de la qualité du produit pour le rendre exportable en le conformant aux normes internationales à travers les stages et les ateliers créatifs.

Toutes ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la valorisation de cette profession dans ses deux volets de bijoux traditionnels et bijoux, a indiqué le chef de département

de développement au sein de la CAM de Batna.

S'agissant des bijoux traditionnels, les artisans locaux ont développé leurs compétences en maîtrisant des techniques nouvelles de coupe au laser et d'impression 3D, ainsi que la technique en filigrane et de moulage, est-il indiqué.

Sans renoncer au métier des aïeux, les artisans locaux confectionnent aujourd'hui des bijoux en or, en plus de ceux traditionnels en argent qui conservent leur attrait et leur place en tant que patrimoine antique, révélateur de la créativité des anciens artisans de la région.

MOIS DU PATRIMOINE

40 poètes au 1^{er} Forum national de la littérature populaire à Tipasa

Quarante poètes des différentes wilayas du pays ont pris part, lundi, à l'ouverture du premier Forum national de la littérature populaire à la maison de la culture Ahmed-Aroua de Koléa (Tipasa), placé sous le slogan "Littérature populaire, histoire et identité".

L'ouverture de cette manifestation de trois jours a été marquée par la présentation de spectacles de fantasia et de baroud (cavalerie), ponctués d'un récit de poésie populaire, le Melhoun, vantant l'esprit chevaleresque des cavaliers et la place de la cavalerie dans la conscience collective des Algériens.

Inscrit dans le cadre des festivités du Mois du patrimoine, ce forum national vise le "renforcement du sentiment d'appartenance à cette Nation, dans son identité arabo-islamique et amazighe", a indiqué dans son allocution, à l'occasion, Toufik Ouamane, président de l'Association algérienne de la littérature populaire, organisatrice de cet événement, en coordination avec la maison de la culture de Koléa.

"La poésie populaire a contribué au renforcement et à la protection de l'identité algérienne, à travers le temps, grâce à sa résistance face aux différentes tentatives visant son altération, tout en ayant accompagné l'histoire et la vie du pays, notamment durant les révoltes populaires et la glorieuse guerre de libération nationale", a-t-il ajouté.

De son côté, la directrice de la culture, Sabiha Tahrat, a affirmé, en procédant à l'ouverture du forum, sa "disponibilité" à "accompagner et encourager toute initiative visant à renforcer l'identité et protéger le patrimoine immatériel", soulignant que ce qui distingue la poésie du Melhoun, c'est qu'elle est "une expression sincère qui émane des profondeurs de la société".

A noter qu'une exposition sur l'artisanat locale est organisée en marge de cette ma-

nifestation. Des conférences et des communications sur la littérature populaire sont, également, portées au programme du forum national, en plus d'activités multiples, dont des galas artistiques et une exposition équestre au niveau de la cour de la maison de la culture. La première journée de la manifestation a été marquée par des récitals poétiques par les poètes Lhadj Sahnoun de Tipasa, Omar Ziaar de Saida et Bensalem Dahmane de Djelfa.

Le programme se poursuivra avec l'animation d'une conférence sur le "Patriotisme et la résistance dans la poésie populaire" animée par le professeur Khaled Laigoune de l'université de Tizi-Ouzou, qui sera suivie d'une autre sur les "Caractéristiques de la littérature populaire et ses composants" et qui sera présentée par Dr. Zineb Khoudja de l'université de Batna.

Deux autres conférences, sont au menu de la deuxième journée, la première sur "Le rôle des musées nationaux dans la préservation de l'identité et de la personnalité nationales" qui sera animée par le professeur Mohamed Zougai de l'université de Médéa. La seconde sera donnée par le Dr Sofiane Lachhab de l'université de Bordj Bou d'Arredj, sur la "Littérature populaire du point de vue des études culturelles".

Des soirées poétiques, des boukalates et des galas artistiques sont programmés à la fin de chaque journée de ce forum, alors que les matinées et après-midi seront consacrées à l'animation de conférences et communications sur la littérature populaire.

La manifestation sera clôturée le 18 mai, marquant la fin des festivités de célébration du Mois du patrimoine, ouvertes le 18 avril, avec la lecture des recommandations de ce premier forum national de la littérature populaire.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ

WILAYA DE M'SILA
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE BEN SROUR
N°MATRICUL FISCAL : 001528249005833

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMAL N°:01/2022

L'établissement public hospitalier de Ben Srour Wilaya de M'sila lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques et autres produits destinés à la médecine humaine

LOT N°1- Réactifs et produits de laboratoires, LOT N°2- Films et produits d'imagerie médicale et d'exploration.
LOT N°3- Pansements, LOT N°4- Gaz médicaux et autres.
LOT N°5- Consommable d'hémodialyse, LOT N°6- Consommable de laboratoire
LOT N°7- Autres Consommables non tivés.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès l'établissement public Hospitalier bureau des marchés public

Dossier de candidature: -La Déclaration de candidature (remplie et signée et cachetée et datée).
- La Déclaration de proibiré (remplie et signée et cachetée et datée).
- Copie de statut pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes de l'entreprise.
- Copie registre de commerce électronique portant le code d'activité.

- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants:
* Capacités professionnelles : registre de commerce
* Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.
* Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.
- Le délai d'exécution (livraison)

L'offre technique : La déclaration à souscrire (remplie et signée et cachetée et datée).
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif.
- Cahier des charges: à paraphé portant à la dernière page la mention " lu et approuvé manuscrit remplie et daté et signée "

L'offre financière : -La lettre de soumission (remplie et signée et cachetée et datée).
- Bordereau des prix unitaires (remplie, Signée, cachetée et datée).
- Devis estimatif quantitatif (remplie, Signé, cachet et daté).

Remarque: les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire de la marche publique qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de son information par l'établissement.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financier sont insérés dans des enveloppes séparées, ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme comportant la mention:

A Monsieur le directeur de L'établissement public hospitalier Ben Srour
Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°:01/2022 LOT N.....
à suivre que par la Commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

- Le délai de préparation des offres est fixé à (15)jours à compter de la 1er parution de l'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou BOMOP.
- La date limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour du délai de préparation des offres avant 14h00.
- Si l'ouverture des plis coïncide avec un jour férié légal ou fin de semaine, le jour de dépôt sera prolongé au jour de travail suivant à 14h00.
- Tous les soumissionnaires sont invités d'assister l'ouverture publique des plis qui sera le dernier jour de préparation des offres à 14h00 au siège de l'établissement public hospitalier de Ben Srour.
- le délai de validité des offres est fixé trois mois « délais de préparation des offres.

DK NEWS Anep : 2216009268 du 18/05/2022

TÉLÉPHONIE
China Telecom lance un smartphone "sécurisé"



La compagnie chinoise des télécommunications, China Telecom, vient de lancer un smartphone "sécurisé", utilisant la technologie quantique, rapporte mardi le quotidien spécialisé Science Daily.

Le smartphone, Tianyi No.1 2022, est équipé d'un module de cryptage quantique sécurisé et d'une carte SIM spécialement conçue capable de crypter et déchiffrer les appels vocaux sur le téléphone à l'aide de la distribution de code quantique, indique le journal.

China Telecom avait créé en 2021 une joint-venture avec la startup QuantumCTeck pour développer la communication basée sur la technologie quantique et mettre sur le marché des smartphones "répondant aux normes de sécurité les plus strictes".

Cités par le Science Daily, les concepteurs du nouveau smartphone ont indiqué que le nouveau portable permet de chiffrer

d'une manière complète SMS, voix, emails et données. L'identité de l'utilisateur est vérifiée par authentification solide, rendant la communication "impossible à pirater" car "toute tentative d'interception serait connue immédiatement à la fois de l'expéditeur et du destinataire prévu".

"Lorsqu'un utilisateur lance une conversation sécurisée quantique, un code secret est généré au hasard pour vérifier son identité", indique Zhang Rutong, ingénieur chez QuantumCTeck.

"Après vérification, le réseau quantique génère un nouveau code en temps réel pour chiffrer les données vocales", poursuit l'ingénieur.

ASTRONOMIE
La découverte d'eau autour d'une exoplanète remise en question (Etude)

La découverte d'eau dans l'atmosphère d'une exoplanète potentiellement habitable, annoncée en fanfare en 2019, est remise en question dans une nouvelle étude, a expliqué son auteur lundi.

"Il y a peut-être de la vapeur d'eau autour de K2-18 b, mais pour le moment on n'en est pas sûr", a dit à l'AFP l'astrophysicien Bruno Bézard, de l'Observatoire de Paris-PSL.

Les calculs menés en repreneant les données de l'époque concluent à une détection de méthane plutôt que d'eau, selon l'étude parue jeudi dans Nature Astronomy.

Même si par ailleurs, le scientifique veut bien croire qu'"il n'y a pas que du méthane mais aussi de la vapeur d'eau" dans l'atmosphère de la planète, située dans la constellation du Lion à 110 années-lumière du système solaire. L'annonce de 2019 avait agité le monde des planétologues, car elle concernait la première, -et jusqu'à aujourd'hui la seule-, exoplanète située dans la zone dite "habitable" de son système solaire.

C'est-à-dire un astre se trouvant, comme la Terre, à une distance ni trop proche ni trop lointaine de son étoile pour y rendre possible la vie.



Avec une masse égale à huit fois celle de notre planète, K2-18 b est qualifiée de "super-Terre" ou "mini-Neptune".

L'étude de 2019 avait utilisé des observations faites par le télescope spatial Hubble pour analyser la lumière filtrée par l'atmosphère de la planète.

Leurs résultats révélaient selon eux la signature moléculaire de la vapeur d'eau. L'équipe de scientifiques de l'Observatoire de Paris et de l'Institut allemand Max Planck a repris ces données.

Elle ne conteste pas la possibilité d'y détecter la présence d'eau, mais affirme que les signaux enregistrés "peuvent tout à fait être dus au méthane", selon M. Bézard.

Il interroge notamment

le fait que l'étude de 2019 ait écarté tout scénario dans lequel l'atmosphère contiendrait du méthane, un gaz composé de carbone et d'hydrogène.

"On ne voit pas pourquoi ils ont privilégié des modèles où il n'y a pas de méthane", dit-il.

Le juge de paix chargé de trancher l'affaire est déjà à son poste: le télescope spatial James Webb (JWST), beaucoup plus performant qu'Hubble, qui va bientôt entrer en service.

Du temps d'observation de l'atmosphère de K2-18 b y est déjà programmé, selon M. Bézard. "Avec ça, on pourra déterminer s'il y a effectivement de la vapeur d'eau et dans quelle proportion", conclut-il.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger
Circonscription Administrative de Rouiba
NIF : 410002000016085

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES (pour la deuxième fois)
N°08 /2022

Monsieur le Wali d'Alger représenté par le Directeur du Budget, de la Comptabilité et du Patrimoine, (maître d'ouvrage), Monsieur le Wali Délégué de la Circonscription Administrative de Rouiba, (agissant en qualité de maître d'ouvrage Délégué) lancent un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales conformément aux articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. Pour la réalisation des travaux suivants :

Travaux de revêtement de la chaussée et voirie à travers la CA de Rouiba dans le cadre Zones d'ombres :
Lot n° 06: DAS Derah Faya- commune de Reghaia

Les entreprises ayant une qualification (2) ou plus, Activités principale Travaux publics, en cours de validité à la date de la publication, intéressés par le présent avis d'appel d'offres sont invités à retirer les cahiers des charges au niveau du bureau des marchés publics de la Circonscription Administrative de Rouiba (contre présentation de certificat de qualification en cours de validité).

Le dossier de soumission doit contenir :

Dossier de candidature :

- La déclaration de candidature, (selon modèle ci-joint datée et signée par le soumissionnaire).
- La déclaration de probité, (selon modèle ci-joint datée et signée par le soumissionnaire).
- Les documents permettant d'évaluer les capacités des candidats ou soumissionnaires.
- Statut de l'entreprise.
- Délégation de pouvoir pour les personnes habilitées à engager l'entreprise Capacités professionnelles
- Certificat de qualification et classification professionnelle
- Capacités financières : bilans financiers des trois dernières années (2016-2017-2018) visés par les impôts.
- Référence bancaire
- Extrait de rôle
- La liste des moyens humains qui seront mis sur le projet avec justifications et présentation des diplômes, CV et déclaration nominative CNAS, DAS ou CASNOS.
- La liste des moyens matériels qui seront mis sur le projet avec justifications et présentation des copies des cartes grises, assurances et factures d'achat du matériel de l'entreprise.

L'offre technique :

- Le présent cahier des charges portant dans sa dernière page la mention « lu et accepté ».
- Déclaration à souscrire, selon modèle de cahier des charges daté et signé.
- Mémoire technique sur le mode d'intervention
- Délai d'exécution exprimé en mois
- Planning d'exécution des travaux

L'offre financière :

- La lettre de soumission (selon modèle annexé au cahier des charges), dûment renseignée ; signée et cachetée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment signé et cacheté par le soumissionnaire.
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) dûment signé et cacheté par le soumissionnaire.

- La durée de préparation des offres est fixée à 08 jours à partir de la 1ère publication de l'avis d'appel d'offre dans le BOMUP ou la presse.
- Les offres doivent être déposées au bureau des marchés publics de la Circonscription Administrative de Rouiba.
- La date de dépôt des offres est le dernier jour de la durée de préparation des offres, au plus tard 12h00.
- L'ouverture des plis se fera le même jour à 13h00.
- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt de l'offre en séance publique à 13h00 min au siège de la Circonscription Administrative de Rouiba
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal, celui-ci prorogé au jour ouvrable
- Les soumissionnaires redevant engagés par leurs offres pour une durée de trois (03 mois) augmenter de la durée de préparation des offres.

Les offres sont adressées au wali délégué de la Circonscription Administrative de Rouiba, dans une enveloppe fermée, anonyme comprenant trois enveloppes séparées et fermées :
- Enveloppe comprenant dossier de candidature avec mention « dossier de candidature »
- Enveloppe comprenant l'offre technique avec mention « offre technique »
- Enveloppe comprenant l'offre financière avec mention « offre financières »

L'enveloppe extérieure doit porter la mention :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES »
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES
Intitule.....
N°08. / 2022

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'A L G E R
Circonscription Administrative de : DAR EL BEIDA
Commune de :BORDJ EL KIFFAN
NIF:41000200001608501029

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N° : 07 /2022

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Bordj El Kiffan lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, en application des articles 39, 40, 42 ou 44 du décret présidentiel 15/247 du : 16.09.2015 Portant réglementation des marchés publics et des délégations service public

Travaux de parachèvement du réseau d'assainissement rue ALI SEGHIR et DIAB AISSA

Les entreprises ayant un certificat dans le domaine hydraulique catégorie 05 ou plus (activité principale) en cours de validité ayant réalisé deux (02) projets similaires ou plus justifié deux attestations de bonne exécution similaire en assainissement durant les dix dernières années délivrée par un maître d'ouvrage étatique ou public.

Capacité financière : ayant un minimum un chiffre d'affaire de 10.000.000,00DA

L'intéressés par l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales Peuvent retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marchés de la commune de Bordj El Kiffan contre paiement de 3000 mille dinars, auprès du trésorier communal Bordj El Kiffan

2- Le dossier de candidature contient :

- la déclaration de candidature le modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire
- La déclaration de probité le modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire
- Les statuts pour les sociétés

Reste des pièces voir la page (06) du cahier des charges

2-1- offre technique contient :

- une déclaration à souscrire le modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- un mémoire technique.

2-1- offre financière contient :

- la lettre de soumission selon le modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

N.B : toute les pièces administratives demandées doivent être lisibles, valide le jour d'ouverture.

NB : Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché et ce en application des dispositions de l'article 06 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Le soumissionnaire retenu est tenu de présenter les originaux de tous les documents.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas.

L'offre technique et offre financière, mis dans un pli extérieur portant les renseignements du soumissionnaire contenant dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, mis dans un pli extérieur fermés et anonymes portant l'intitulé de l'opération à savoir:

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE
N° : 07 /2022

Travaux de parachèvement de réseau d'assainissement rue ALI SEGHIR et DIAB AISSA
« A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Bureau des marchés publics
Adresse : rue Salah Eddine Al Ayoubi

La durée de préparation des offres est fixée à QUINZE (15) jours à compter de la première 1ère Publication dans le BOMUP ou la presse. Le jour et l'heure de dépôt des offres est le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à 12.00h.

L'ouverture des plis est fixée en séance publique, en présence des entreprises, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13.00h

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

INFRASTRUCTURES

Réhabilitation des stades de plus de 10.000 places (ministre)

Les stades dotés d'une capacité d'accueil de plus de 10.000 places vont bénéficier d'une opération de réhabilitation, a annoncé lundi à Chlef, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezak Sebga.

"Tous les stades du pays dont la capacité d'accueil dépasse les 10.000 places vont bénéficier de travaux de réhabilitation et de réaménagement", a déclaré M. Sebga, en marge de l'inspection du stade de football "Mohamed Boumezrag", à la faveur d'une visite de travail dans la wilaya de Chlef.

Le ministre, qui a signalé que les opérations de diagnostic des stades de plus de 10.000 places, en vue de leur réaménagement, sont en cours, a annoncé le lancement "prochain" de cette réhabilitation à travers 10 à 15 wilaya, "à l'issue des séances d'arbitrage au niveau des services ministériels". Il a, à ce titre, souligné l'impératif de "repenser le parc national des stades disposant d'un important potentiel mais inexploité ce qui ne reflète pas le volume des investissements engagés par l'Etat dans le domaine". Inspectant le complexe sportif "Salaouatchi Mohamed" de la cité olympique, le ministre a donné son accord à la demande d'envoi d'une commission ministérielle d'enquête sur la gestion de cette structure, ex-



primée par des députés de la wilaya de Chlef, qui se trouvaient sur place, et qui ont évoqué une "corruption et une dilapidation de fonds publics".

S'adressant aux représentants d'associations de jeunesse et sportives au siège de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), M. Sebga a souligné que cette réunion s'inscrit dans le cadre de "l'approche participative avec les acteurs de la société civile pour écouter les préoccupations du mouvement associatif".

Le ministre s'est engagé à prendre

en charge les préoccupations et doléances des représentants des associations locales sportives et de jeunesse, et à leur trouver des solutions, en coordination avec les autorités locales et centrales.

La visite du ministre se poursuivra vers les communes d'Ouled Farès, Chetia et Sendjas, où il inspectera la situation d'un nombre de structures et en inaugurerait d'autres, avant de donner le coup d'envoi de la campagne de promotion des Jeux Méditerranéens Oran 2022.

JM-ORAN 2022

"Merci à l'Algérie de nous donner l'opportunité de se retrouver" (Alejandro Blanco)

Le président du Comité olympique et sportif espagnol (COSE), Alejandro Blanco a tenu à remercier l'Algérie, pays hôte des prochains Jeux méditerranéens d'Oran, d'avoir donné aux pays de la rive, l'occasion de réunir toute la famille sportive, dans une ville accueillante qui a veillé à réunir les meilleures conditions pour la réussite de la 19e édition.

"Merci à l'Algérie et à tous les responsables de nous donner l'opportunité, avec toute la famille sportive de la rive méditerranéenne de se retrouver en l'espace de quelques jours. En plus des sports de compétition, il y aura aussi les sports familiaux", a indiqué Blanco dans un entretien à la cellule de communication du Comité olympique et sportif algérien (COA), publié sur sa chaîne YouTube.

Pour sa participation à cette 19e édition à Oran, l'Espagne dépêchera une forte délégation de 400 personnes dont plus de la moitié sera composée d'athlètes. "Après les JM de Tunis (2001), Almeria (2005) et Tarragone (2018), la délégation espagnole pour les JM d'Oran sera grande et importante, avec plus de 400 personnes dont 292 athlètes (messieurs et dames), avec l'objectif de réaliser les meilleurs résultats possibles. Oran sera un défi pour nos athlètes qui se préparent avec enthousiasme et sérieux et on souhaite que nos résultats reflètent le niveau de cette préparation", a annoncé, le président du COSE, assurant que les JM-2022 sont importants pour l'Espagne et comme chaque pays, "nous espérons réaliser de belles performances".

Alejandro Blanco qui s'est réjoui d'être à la tête de la délégation pour Oran, est convaincu que les 19es JM sont plus que des jeux et ont une importance qui va au-delà du caractère sportif. "Le programme international des compétitions contient un plus grand nombre de compétitions chaque année, mais Jeux méditerranéens sont plus que des jeux. Ce sont un sport et une culture qui rassemblent les peuples de la région. Je pense qu'ils ont une importance qui va au-delà du caractère sportif. La force de ces jeux réside dans la coexistence entre leurs peuples. Je suis convaincu que les Joutes d'Oran seront exceptionnelles, car je connais les capacités de l'Algérie dans l'organisation de telles manifestations sportives", a-t-il souligné.

A partir de ce constat, l'Espagne, assure le responsable du COSE, attache une grande importance à ces jeux. "Nous partons dans un pays ami pour partager culture, diversité et histoire. Peut-être que pendant la compétition, les résultats peuvent avoir de l'importance, mais la collection des cultures des pays participants, qui partageant les mêmes idées, est beaucoup plus importante", a insisté Blanco.

Le président du Comité olympique et sportif espagnol a appelé les athlètes qui vont représenter leur pays à Oran à apprécier leur séjour à Oran, s'amuser bien et concourent aussi bien: "Je félicite d'abord les athlètes espagnols de s'être qualifiés pour le rendez-vous d'Oran, puis, surtout, d'apprécier leur présence dans cette ville hospitalière. La chose la plus importante dont vous retenez, est que vous avez vécu une compétition différente et dans laquelle les sentiments et l'histoire l'emportent. Après la cérémonie de clôture, vous vous remémorez un séjour dans un pays merveilleux et des gens merveilleux", a-t-il conclu.

BOXE/MONDIAUX FÉMININS 2022

"Ma qualification aux demi-finales est historique" (Imane Khelif)

La boxeuse algérienne Imane Khelif (63 kg) a qualifié de "performance historique" sa qualification lundi à Istanbul (Turquie) aux demi-finales du championnat du monde de boxe, assurant du coup la médaille de bronze. "Alhamdulillah pour cette première médaille pour la boxe féminine algérienne obtenue dans un championnat du monde. Une performance historique. Inchallah la médaille

d'or", a posté Khelif sur sa page Facebook, après sa brillante victoire en quarts de finale devant la Grecque Papadatou Olga Pavlina (5-0).

Considérée comme l'espoir de la boxe féminine algérienne, la native de Tiaret (23 ans) enchaîne les belles performances, dont la médaille d'or décrochée lors de la 73e édition du mémorial de Strandja, le mois de janvier dernier à Sofia (Bulgarie). De son côté, Ichrak

Chaïb (66 kg) qui a créé la surprise dimanche en dominant la Coréenne Choi Honguen (5-0), sera opposée à la Polonaise Rygielska Aneta (16h00, algériennes) en 1/2 finale.

En revanche, le parcours de Roumaïssa Boualem (50 kg) s'était arrêté au stade des huitièmes de finale après avoir perdu son duel face à la Turque Cakiroglu Buse Naz. Au premier tour, l'Algérienne avait battu la

Japonaise Shinohara Hikaru (4-1). La quatrième boxeuse algérienne engagée aux mondiaux d'Istanbul, Fatiha Mansouri (48 kg), avait été sortie dès le premier, en s'inclinant face à la Vénézuélienne Cadenno Rojas Tayonis (5-0). Les Championnats du monde de boxe féminine enregistrent la participation d'un nombre record de 310 athlètes représentant 73 pays qui boxeront dans 12 catégories de poids.

CHAMPIONNAT NATIONAL DE KARATÉ DO INTER-SERVICES DE POLICE Coup d'envoi de la 13e édition à Tlemcen

Le coup d'envoi de la 13e édition du championnat national de karaté do inter-services de police a été donné lundi à la salle omnisports du club de police de la commune de Mansourah dans la wilaya de Tlemcen, avec la participation de 72 sportifs (36 messieurs et 36 dames) représentant les différentes régions du pays.

L'ouverture de cette manifestation sportive de trois jours, organisée par la sûreté de wilaya de Tlemcen, a été marquée par des compétitions de kata en individuel et par équipes.

Le chef de sûreté de wilaya Tlemcen,

Rebiai Abdelkader, qui a présidé le lancement de cette manifestation sportive, a déclaré que ce championnat constitue une occasion pour les équipes sportives de se retrouver, d'évaluer le niveau des athlètes, de valoriser les efforts pour améliorer les performances, promouvoir l'esprit sportif.

Le même responsable a salué les efforts de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) d'encourager toutes disciplines sportives en son sein en fournissant les installations et les conditions sanitaires nécessaires, ainsi que ceux de tous les acteurs impliqués

dans la réussite de cet événement sportif, dont les arbitres et les techniciens de la direction de wilaya de la jeunesse et des sports. En marge des compétitions, qui ont vu la présence des autorités de wilaya, une série d'exhibitions en sports de combat a été présentée par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tlemcen de même qu'une autre concernant la position de tir utilisant des techniques de haut niveau et de démonstrations concernant diverses méthodes d'arrestation et d'autodéfense contre des attaques armées.

BOXE-MONDIAUX FÉMININS 2022

Khelif et Chaïb face à la Néerlandaise Chelsey et la Canadienne Charlie

Les deux boxeuses algériennes Imane Khelif (63 kg) et Ichrak Chaïb (66 kg), qualifiées aux demi-finales des championnats du monde féminins d'Istanbul (Turquie), affronteront demain mercredi, respectivement la Néerlandaise Heijnem Chelsey et la Canadienne Cavanagh Charlie.

Imane Khelif défiera Heijnem Chelsey lors du 8e combat au programme de la première session des demi-finales qui débute à 12h00 algérienne. Sa compatriote Ichrak Chaïb, montera, elle, sur le ring lors du 7e combat de la 2e session des demi-finales qui commence à

16h00. Imane Khelif et Ichrak Chaïb ont réalisé, lundi, une première historique en devenant les deux premières boxeuses algériennes à se qualifier aux demi-finales d'un championnat du monde, assurant chacune, au minimum, une médaille de bronze.

En quarts de finale, Imane avait brillamment remporté son match face à la Grecque Olga Pavlina Papadatou (5-0), imitée, un peu plus tard, par sa coéquipière Ichrak Chaïb qui a battu la Polonaise Aneta Rygielska (3-2). Khelif, native de Tiaret (23 ans), enchaîne les belles performances, dont la médaille

d'or décrochée lors de la 73e édition du mémorial de Strandja, le mois de janvier dernier à Sofia (Bulgarie). Pour passer en finale, elle doit s'imposer face à la Néerlandaise Heijnem Chelsey (23 ans), médaillée de bronze aux Championnats d'Europe des moins de 22 ans en 2019. De son côté, Chaïb aura une tâche plus difficile, en croisant les gants contre la Canadienne Cavanagh Charlie, médaillée d'or aux Mondiaux-2018 de Budapest. Aux Mondiaux-2022 d'Istanbul, l'Algérie est présente avec quatre boxeuses. Fatiha Mansouri (48 kg) et Roumaïssa Boualem (50 kg) ont eu moins de chance,

puisqu'elles ont été éliminées à un stade plus précoce. En effet, le parcours de Boualem s'était arrêté au stade des huitièmes de finale, après sa défaite contre la Turque Cakiroglu Buse Naz, elle qui au premier tour avait battu la Japonaise Shinohara Hikaru (4-1), alors que Fatiha Mansouri a été éliminée dès le premier tour, en s'inclinant face à la Vénézuélienne Cadenno Rojas Tayonis (5-0). Ces Championnats du monde de boxe féminine enregistrent la participation d'un nombre record de 310 athlètes, représentant 73 pays, qui boxent dans 12 catégories de poids différentes.



LIGUE 1 (30^e journée) Le MC Alger sanctionné de deux matches à huis clos (LFP)

Le MC Alger a été sanctionné de deux matches à huis clos pour "provocation des dégradations de matériels du stade par son le public" et "jet de projectiles" lors de la rencontre contre l'USM Alger (0-1) disputée dimanche soir pour le compte de la 30^e journée de Ligue 1 de football, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.



Outre les deux matches à huis clos, le MC Alger devra s'acquitter d'une amende de 100.000 DA, selon la même source.

Avec cette sanction, le club algérois disputera ses deux prochains matches du championnat à domicile sans la présence du public à commencer par le classique contre la JS Kabylie de la 32^e journée. La commission de

discipline de la LFP réunie lundi 16 mai 2022, a infligé d'autre part, un match à huis clos et 200.000 DA d'amende à la JS Kabylie "pour jet de projectiles" (3^e infraction). Avec cette décision, les Canaris accueilleront le WA Tlemcen lors de la 31^e journée sans la présence de ses supporters. La commission de discipline a également sanctionné le NC

Magra et le CS Constantine d'une amende de 100.000 DA chacun pour "utilisation et jet de fumigènes".

La même sanction financière a été infligée au RC Arbaa pour "absence d'entraîneur en chef sur la main courante", tandis que l'US Biskra devra s'acquitter d'une amende de 40.000 DA pour "conduite incorrecte".

LIGUE 1 (CS CONSTANTINE) Hamzaoui suspendu jusqu'à sa comparution devant le conseil de discipline

La direction du CS Constantine a annoncé mardi sa décision de suspendre l'attaquant Okacha Hamzaoui, jusqu'à sa comparution devant le conseil de discipline pour "dépassements", a indiqué le club pensionnaire de la Ligue 1 de football mardi dans un communiqué. "En application du règlement intérieur de la SSPA, la direction a décidé de suspendre l'activité d'Okacha Hamzaoui jusqu'à sa comparution devant le conseil de discipline, qui doit trancher sur les dépassements du joueur à l'issue du match face à l'US Biskra", a indiqué le CSC sur sa page officielle Facebook. Lors de cette rencontre soldée par un score nul (0-0), Hamzaoui a eu une altercation verbale avec l'entraîneur Kheireddine Madoui. Hamzaoui (31 ans) avait rejoint le club constantinois en septembre 2021 pour un contrat de deux ans, après une courte expérience au club iranien de Tractor (2020-2021).

Le natif de Tiaret, qui a longtemps porté les



couleurs de l'USM Bel-Abbès, avait également fait un passage dans le championnat portugais chez le Nacional Madeira (2016-2019).

PRÉPARATION DE LA SÉLECTION NATIONALE (U23) Double confrontation les 22 et 25 mai face à la Palestine

La double confrontation amicale entre l'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) et la Palestine, se jouera les 22 et 25 mai à Alger, en préparation au tournoi Maurice-Revello (Toulon/France), prévu du 29 mai au 12 juin prochain, a appris l'APS mardi auprès de la Fédération algérienne de football (FAF).

Les joueurs convoqués par le sélectionneur Noureddine Ould

Ali entreront en regroupement au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger) à partir de mercredi, alors que la fin du stage est fixé au 28 mai, précise la même source. Au tournoi de Toulon, les Algériens évolueront dans le groupe C en compagnie de la Colombie, du Japon, et des Comores.

Les "Verts" entameront la compétition le 31 mai face au Japon, avant de défier la Colombie le 3

juin, puis les Comores le 6 juin. La sélection des U23 avait effectué en mars dernier un stage de préparation à l'étranger, ponctué par deux joutes amicales face à son homologue mauritanienne à Nouakchott.

Lors du premier match, les Olympiques se sont inclinés face aux espoirs mauritaniens (1-0), avant de faire un match nul (0-0), lors de la seconde rencontre.

Outre le rendez-vous de Toulon, les U23 préparent les qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, dont le premier tour se jouera du 19 au 27 septembre prochain.

La phase finale se jouera du 2 au 26 novembre 2023, dans un pays qui reste à déterminer. Le tournoi est qualificatif aux Jeux olympiques JO-2024 de Paris.

CHAN-2022 (PRÉPARATION) TOURNOI AMICAL Le Sénégal et la RD Congo confirment leur présence en Algérie

Les sélections A' du Sénégal et de la RD Congo de football, ont confirmé leur participation à un tournoi amical prévu en Algérie en juin prochain, en vue du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reportée à 2023, ndr), réservé aux joueurs locaux (8-31 janvier), a appris l'APS lundi après de la Fédération algérienne (FAF).

Outre l'équipe nationale A', dirigée par Madjid Bougherra, le Sénégal et la RDC, ce rendez-vous préparatoire verra la participation d'une autre sélection qui reste à désigner, précise la même source.

Le staff technique national a émis le vœux d'organiser ce tournoi à quatre au nouveau stade d'Oran, mais cette hypothèse a été écartée en raison du déroulement du match Algérie - Ouganda, fixé au samedi 4 juin (20h00) comptant pour la 1^{re} journée (Gr.F) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, dont la phase finale aura lieu en Côte d'Ivoire (23 juin - 23 juillet).

Du coup, ce tournoi devrait être organisé soit au stade Olympique du 5-juillet d'Alger ou bien au Chahid Mustapha-Tchaker de Blida.

L'équipe nationale A' a disputé en avril dernier deux matches amicaux face au Togo au stade de Blida. Le premier s'est dolé par un succès des Algériens (1-0) alors que le second s'est terminé sur un score de parité (0-0).

Il s'agissait des deux premières rencontres pour les A', depuis leur consécration à la dernière Coupe arabe des nations de la Fifa, remportée en décembre 2021 à Doha aux dépens de la Tunisie (2-0). Le tirage au sort des éliminatoires du CHAN-2022, qui devait se dérouler le 29 avril dernier, a été reporté à une date ultérieure.

LIGUE DES CHAMPIONS - COUPE DE LA CONFÉDÉRATION La CAF confirme les lieux et les dates des finales

La Confédération africaine de football (CAF), a confirmé mardi les lieux et dates des finales de ses deux compétitions interclubs 2021-2022 : la Ligue des champions et la Coupe de la Confédération.

Ainsi, la finale de la Coupe de la Confédération de la CAF se jouera vendredi au Godswill Akpabio International Stadium à Uyo (Nigeria) entre le club marocain du RS Berkane et son homologue sud-africain d'Orlando Pirates (20h00, algériennes).

Le RS Berkane s'est qualifié pour la finale, en éliminant en demi-finale les Congolais du TP Mazembe (aller : 0-1, retour : 4-1), alors qu'Orlando Pirates a passé l'écueil des Libyens d'Al-Ittihad (aller : 2-0, retour : 0-1).

Quant à la finale de la Ligue des champions, entre Al-Ahly SC (Egypte) et le WA Casablanca (Maroc), la CAF a confirmé sa programmation au Complexe Mohamed V de Casablanca le lundi 30 mai (20h00, algériennes), en dépit de la contestation de la partie égyptienne, qui a demandé son déroulement sur un terrain neutre.

Al-Ahly SC, double tenant du trophée, s'est qualifié aux dépens de l'ES Sétif (aller : 4-0, retour : 2-2), alors que le WAC est sorti vainqueur de sa double confrontation face aux Angolais de Petro Atlético (aller : 3-1, retour : 1-1). Enfin, l'instance continentale a précisé que "les deux finales seront diffusées en direct dans plusieurs territoires en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Europe".

PREMIER LEAGUE ANGLAISE (MANCHESTER CITY) Mahrez nominé pour le titre du joueur de la saison

L'ailier international algérien Riyad Mahrez, a été nominé pour le titre du joueur de la saison de Manchester City, actuel leader de la Premier league anglaise de football, a annoncé le club mancunien lundi.

"L'ailier algérien a connu une autre magnifique saison avec 24 buts au total pour devenir le meilleur buteur de City. Juste pour faire bonne mesure, Mahrez a également pesé avec neuf passes décisives pour illustrer davantage son influence clé sur l'équipe", a indiqué Man City sur son site officiel.

Outre Mahrez, deux autres joueurs sont nominés pour cette distinction : il s'agit du Portugais Bernardo Silva et du Belge Kevin De Bruyne.

Le club mancunien a souligné que le vote est "maintenant ouvert" à tous les internautes du site des "Cityzens".

Le vote sera clôturé le dimanche 22 mai à midi, alors que le vainqueur sera dévoilé "peu de temps après".

Pour rappel, le capitaine de l'équipe nationale n'a pas été nominé pour le titre du meilleur joueur de la Premier league, tout comme le Sénégalais de Liverpool Sadio Mané et le Portugais de Manchester United Cristiano Ronaldo. Arrivé à Manchester City en 2018 en provenance de Leicester City pour un contrat de cinq saisons, Mah-



rez (31 ans) est en train de réaliser sa meilleure saison avec les "Sky Blues". Tenu en échec dimanche en déplace-

ment face à West Ham (2-2), dans le cadre de la 37e journée, Manchester City devra impérativement l'emporter

dimanche prochain à domicile face à Aston Villa (16h00) pour pouvoir remporter le 8e titre de son histoire.

CÔTE D'IVOIRE Le Français Antoine Kombouaré pressenti pour entraîner la sélection ivoirienne

L'actuel entraîneur du FC Nantes, Ligue 1 française de football, Antoine Kombouaré est pressenti pour prendre en main, la sélection de Côte d'Ivoire, en remplacement de son compatriote, Patrice Beaumelle, qui avait quitté la sélection en avril dernier après la fin de son contrat, a rapporté, mardi, l'Equipe.

Selon le quotidien français, Antoine Kombouaré (58 ans) est le choix numéro 1 de la Côte d'Ivoire dont le nouveau président de la fédération nationale de football, Idriss Diallo, annoncera prochainement le nom du nouveau sélectionneur des Eléphants, qui dirigera l'équipe en prévision de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2023), prévue en Côte d'Ivoire.

L'Equipe confirme qu'en accord avec le gouvernement ivoirien prendra en charge le salaire du futur sélectionneur, rappelant que Kombouaré est sous contrat avec le FC Nantes, jusqu'en 2023.

D'ailleurs, le coach kanak avait laissé planer le doute sur son avenir à l'issue



de la finale de la Coupe de France, reportée par les Canaris.

"Je sais qu'à la fin de la saison, il faudra rencontrer le président pour discuter", avait-il concédé, tout en confiant son envie de poursuivre l'aventure sur

les bords de l'Erdre. Kombouaré avait entamé sa carrière d'entraîneur en 2003, avec le RD Strasbourg, en passant par la suite par huit autres clubs, d'avant d'atterrir au FC Nantes en 2021, mais il n'a jamais dirigé une sélection.

LIGUE 2 (29E JOURNÉE) La Ligue officialise le forfait de Ain Defla face au CRB Aïn Oussera

La commission d'organisation des compétitions (COC) de la Ligue nationale de football amateur (LNFA) a officialisé le forfait du SC Ain Defla devant le CRB Aïn Oussera, lors du match de la 29e journée du championnat d'Algérie de Ligue 2, groupe Centre-Ouest, jouée le week-end dernier, a indiqué mardi, un communiqué de l'instance sportive.

"La COC de la LNFA a traité

lundi l'affaire du forfait de SC Alin Defla devant le CRB Aïn Oussera, en match programmé samedi 15 mai comptant pour la 29e journée du championnat de Ligue 2.

La commission a décidé d'attribuer le gain de la rencontre (3 points et 3 buts) à l'équipe de Aïn Oussera", a expliqué le communiqué, ajoutant que six points ont été aussi défalqués au SC Aïn Defla conformément

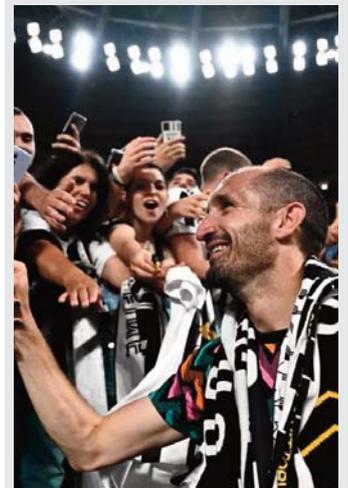
aux règlements. A l'issue de cette décision de la LNFA, le club du SC Ain Defla s'est enfoncé davantage dans la 16e et dernière position, avec seulement 1 point après la défalcation de six unités de son compteur, alors que le CRB Aïn Oussera occupe la 13e place avec 34 points, devant l'USMM Hadjout, 14e avec 32 pts et l'USM Bel-Abbes (15e, 23 pts).

Par contre, le chassé-croisé

entre les deux leaders du groupe, le MC El Bayadh et le CR Témouchent (65 points), continue de battre son plein, et la dernière journée (30e) s'annonce explosive entre ces deux équipes pour déterminer celle qui accèdera au Ligue 1 la saison prochaine.

Lors de cette ultime journée, le CR Témouchent se déplacera chez l'USM Bel-Abbes (15e - 23 pts) déjà reléguée en palier in-

ITALIE Chiellini fait ses adieux aux tifosi de la Juventus



Quelques jours après avoir officialisé son départ de la Juventus en fin de saison après 17 ans sous la tunique bianconera, le capitaine Giorgio Chiellini a disputé lundi son dernier match devant les tifosi turinois contre la Lazio.

Chiellini, titulaire pour ce dernier match à domicile de la "Vieille dame" cette saison, a été remplacé après seulement 17 minutes par le Néerlandais Matthijs de Ligt pour recevoir une grande ovation de la part du Juventus Stadium.

Tout sourire, le défenseur a salué ses coéquipiers et confié le brassard de capitaine à l'attaquant argentin Paulo Dybala, autre joueur à faire ses adieux aux tifosi turinois lundi soir avant de partir en fin de saison.

Il a ensuite fait un tour d'honneur en saluant les supporters, pendant que le match se poursuivait.

Le champion d'Europe aux 116 sélections, qui fera ses adieux à l'équipe nationale italienne le 1er juin à l'occasion du match contre l'Argentine à Londres, a annoncé mercredi son départ de la Juve, où il évolue depuis 2005 et avec qui il a gagné 19 trophées.

Il n'a pour le moment pas décidé entre arrêter définitivement le football ou se lancer à 37 ans dans une ultime aventure, par exemple dans le Championnat nord-américain, hypothèse qui tiendrait la corde selon la presse italienne.

"La Juve a été tout pour moi. Ma jeunesse, l'expérience, la maturité. La volonté de gagner, la joie du triomphe, l'acceptation de la défaite", a indiqué Chiellini dans un message sur Instagram avant ce dernier match à domicile.

"A partir d'aujourd'hui tu vas commencer à manquer à cette équipe, à ces couleurs, à ce vestiaire.

Tu as été un exemple, un guide, un frère, un ami", lui a écrit sur le même réseau son coéquipier Leonardo Bonucci, qui sera le capitaine la saison prochaine.

férieur, alors que le MC El Bayadh va accueillir le MC Saïda (7e - 43 pts).

Si les deux équipes terminent à égalité de points à l'issue de l'ultime journée, le MC El Bayadh accèdera en Ligue 1 grâce à un meilleur goal-average particulier lors de leurs confrontations directes (victoire à l'aller 2-0 et défaite au retour 0-1).

BAYERN

Le contrat préparé pour Dembélé

En fin de contrat en juin, Ousmane Dembélé (24 ans, 20 matchs et 1 but en Liga cette saison) discute toujours avec le FC Barcelone concernant une prolongation. En attendant, le Bayern Munich a coché le nom de l'ailier français afin de renforcer son secteur offensif et prépare son offre pour l'attirer en Bavière.

Ainsi, le champion d'Allemagne va proposer un contrat de quatre ans au Tricolore et un salaire annuel d'environ 18 millions d'euros, selon L'Equipe. En acceptant une telle proposition, le Barcelonais serait aussi bien payé que Kingsley Coman et Leroy Sané. Mais le Barça n'a pas rendu les armes et cherche une formule économique compatible avec la situation du club pour conserver le natif de Vernon.



JUVENTUS

Le salaire offert à Di Maria

Angel Di Maria (34 ans, 30 matchs et 4 buts toutes compétitions cette saison) se dirige bien vers un départ à la Juventus Turin. Comme évoqué plus tôt ce mardi (voir la brève de 11h09), la Vieille Dame a trouvé un accord avec l'ailier argentin autour d'un contrat d'un an, plus une année en option. Une information confirmée par La Gazzetta dello Sport qui donne quelques précisions financières. Ainsi, "El Fideo" va toucher un salaire annuel estimé entre 7,5 et 8 millions d'euros, qui pourra atteindre 10 M€ en débloquant divers bonus.

Pour poursuivre sa carrière en Italie, le natif de Rosario a donc accepté de baisser ses émoluments. A Paris, Di Maria percevait 11,4 M€ par an.

REAL MADRID

L'agent de Bale évoque son avenir

Bientôt libre après la fin de son contrat au Real Madrid, Gareth Bale (32 ans, 5 matchs et 1 but en Liga cette saison) est dans le flou. D'après son agent Jonathan Barnett, l'attaquant gallois attend de savoir si sa sélection disputera le Mondial 2022 l'hiver prochain.

"Gareth va quitter le Real Madrid, mais en ce qui concerne son avenir... Tout dépendra de ce que fera le Pays de Galles, a répondu le représentant à Record. Si le Pays de Galles se qualifie pour le Mondial, on prendra une décision. Si ce n'est pas le cas, ça peut changer." En cas de qualification, Bale tiendra à rester compétitif et à rejoindre une équipe suffisamment ambitieuse. Dans le cas contraire, un départ à la retraite n'est pas à exclure pour l'international gallois, qui affrontera en barages le vainqueur du match entre l'Ukraine et l'Ecosse le 5 juin.



PSG

Miami, le démenti du clan Messi

Sous contrat jusqu'en juin 2023 avec le Paris Saint-Germain, l'attaquant Lionel Messi (34 ans, 25 matchs et 6 buts en L1 cette saison) va, sauf surprise, poursuivre son aventure dans la capitale française la saison prochaine. Et ensuite ? Ce mardi, un média américain annonçait que l'Argentin était en passe d'acquiescer 35% des actions de l'Inter Miami et disposait d'un accord pour s'engager avec la franchise de Major League Soccer en 2023 (voir la brève de 11h43). C'est faux, affirme l'entourage du Parisien.

Contacté par le quotidien catalan Sport, le clan Messi a démenti l'information concernant le rachat des parts de l'Inter Miami et fait savoir que, pour l'heure, "la Pulga" n'a pas encore défini son avenir au-delà de 2023. En conséquence, l'ancien Barcelonais ne s'est engagé auprès de personne en vue d'une future collaboration.



MANCHESTER CITY

Gündogan ne sera pas retenu

Lié à Manchester City jusqu'en 2023, İlkay Gündogan (31 ans, 26 matchs et 6 buts en Premier League cette saison) ne sera pas retenu cet été. Le milieu de terrain a été informé que son contrat ne serait pas prolongé, annonce le Daily Mail. Le club manucien a donc autorisé l'Allemand à chercher une nouvelle équipe pour la saison prochaine. Rappelons que l'ancien joueur du Borussia Dortmund termine sa 6e saison chez les Citizens.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN TURQUIE

Signature de plusieurs accords dans divers domaines

L'Algérie et la Turquie ont signé, lundi à Ankara, plusieurs accords de coopération et mémorandums d'entente dans divers domaines, dans le cadre de la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en Turquie, à l'invitation de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

Il s'agit des accords et mémorandums suivants:

- Mémorandum d'entente entre l'Union des chambres et des bourses de Turquie (TOBB) et la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) signé par le président de la CACI, Tayeb Chabab et le président de la TOBB.

- Protocole de coopération dans le domaine de l'Information et de la Communication, signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le Directeur de la communication à la présidence turque.

- Mémorandum d'entente de coopération dans le domaine des Travaux publics, signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre turc des Transports et des Infrastructures.

- Mémorandum d'entente pour la certification "Halal" signé par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar et le ministre turc du Commerce.

- Mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture signé par

- le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre turc de l'Agriculture et des forêts.

- Mémorandum d'entente de coopération dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation, signé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane et le ministre turc de l'Industrie et des Technologies.

- Mémorandum d'entente de coopération dans le domaine des micro-entreprises signé par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-Entreprise, Nassim Diafat et le ministre turc de l'Industrie et de la technologie.

- Mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de la Micro-entreprise signé par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, et le ministre turc de l'Industrie et des Technologies.

- Mémorandum d'entente dans le domaine de l'Enseignement professionnel signé par le ministre des Affaires étrangères

- et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre turc de l'Education nationale.

- Mémorandum d'entente dans le domaine de l'Education et de l'Enseignement signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre turc de l'Education nationale.

- Accord intergouvernemental pour la création de deux centres culturels en Algérie et en Turquie signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre turc de la Culture et du Tourisme.

- Accord de coopération intergouvernemental en matière de lutte contre le crime organisé transfrontalier, signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre de l'Intérieur turc.

- Mémorandum d'entente dans le domaine des Mines et de la Métallurgie, signé par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre turc de l'Energie et des Ressources naturelles.

- Mémorandum d'entente dans le domaine de l'Environnement signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre turc de l'Environnement, de l'Urbanisation et des Changements climatiques.

- Mémorandum d'entente dans le domaine des Oeuvres sociales signé par le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou et la ministre turque de la Famille et des Affaires sociales.

- Accord intergouvernemental pour l'ouverture d'une Ecole internationale turque en Algérie, signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le ministre turc des Affaires étrangères.

- Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a également cosigné avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, la Déclaration commune de la première réunion du Conseil de coopération de haut niveau entre les deux pays.

Président Tebboune : "les accords algéro-turcs signés dénotent l'existence d'une coordination dans tous les secteurs"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a souligné, lundi à Ankara, que le volume des accords signés entre l'Algérie et la Turquie dénote l'existence d'une coordination, d'un échange et d'une complémentarité économique et culturelle dans tous les secteurs.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan animée au Complexe présidentiel d'Ankara dans le cadre de sa visite d'Etat en Turquie, le Président Tebboune a déclaré que "le volume des accords signés, lundi, dénote l'existence d'une coordination, d'un échange et d'une complémentarité économique et culturelle dans tous les secteurs", souhaitant que les résultats soient meilleurs dans le cadre de l'évaluation de l'année prochaine lors de la réunion du Conseil de coopération conjoint de haut niveau.

Dans ce sens, le Président Tebboune a rappelé la coopération bilatérale dans le secteur du textile à Relizane et le secteur de la sidérurgie à Oran où la société Tosyali a exporté près d'un (01) milliard de dollars.

A une question sur l'élargissement du partenariat économique algéro-turc à des domaines plus stratégiques, le Président Tebboune a affirmé que "les accords signés ne sont limités ni quantitativement ni dans le temps". "Nous allons vers des accords stratégiques et nous entendons aussi, dans le cadre du développement de l'industrie et des échanges industriels entre les deux pays, aller rapidement vers l'industrie navale, civile ou militaire, et d'autres industries d'intérêt pour les deux pays et leur souveraineté", a soutenu le Président de la République.

De son côté, le Président Erdogan a estimé que la visite du Président Tebboune en Turquie

"traduit la nouvelle dynamique des relations bilatérales entre les deux pays". Le Président turc a saisi l'occasion pour féliciter le Président Tebboune pour la célébration prochaine du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et du 60e anniversaire de l'établissement des relations entre les deux pays.

Rappelant que les relations algéro-turques remontent à 500 ans, le Président Erdogan a souligné que l'Algérie et la Turquie sont des pays "amis et frères". Lors de cette première réunion du Conseil de coopération de haut niveau, "nous avons souligné notre volonté de hisser la coopération à des niveaux supérieurs et Dieu merci nos échanges économiques et commerciaux ont progressé de 35%, passant à 4,2 milliards de dollars en 2021, malgré la conjoncture sanitaire de 2020", s'est-il réjoui.

"Nous suivons les efforts de l'Algérie visant à diversifier son économie et à booster sa production, et nous la soutenons", a-t-il ajouté. M. Erdogan a, en outre, souligné que son pays continuerait à soutenir l'investissement turc en Algérie qui compte plus de 1.400 entreprises turques, indiquant que le forum d'affaires qui se tiendra mardi à Istanbul, contribuerait à l'augmentation des investissements et des échanges commerciaux entre les deux pays.

Lors des discussions bilatérales, les responsables des deux pays se sont penchés sur les industries militaires, l'agriculture, la richesse animale, l'agroalimentaire, le tourisme et la culture, a-t-il ajouté, relevant que "la coopération fondée sur le principe gagnant-gagnant, permettra d'exporter vers d'autres pays". Le président turc a également fait état de la conclusion d'un accord pour l'ouverture d'une Ecole internationale turque à Alger et d'un consulat turc à Oran.

Le président Erdogan offre un dîner en l'honneur du Président Tebboune

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan a offert, lundi soir au Complexe présidentiel à Ankara, un dîner en l'honneur du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui effectue une visite d'Etat en Turquie. Ont été conviés au dîner, les membres de la délégation accompagnant le président de la République, ainsi que ceux de la délégation turque. Un accueil solennel a été réservé au Président Tebboune, lundi à Ankara, par son homologue turc. Le chef de l'Etat a eu des discussions en tête à tête avec le Président turc, avant de coprésider la première réunion du Conseil de coopération conjointe de haut niveau. Le Président Tebboune est arrivé dimanche à Ankara pour une visite d'Etat de trois jours en Turquie à l'invitation de son homologue turc.

Le Président Tebboune fait docteur honoris causa par l'université d'Istanbul

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a été fait mardi docteur honoris causa par l'université d'Istanbul, et ce, en marge de la visite d'Etat qu'il effectue en Turquie depuis dimanche à l'invitation de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

La cérémonie de remise du diplôme de docteur honoris causa au Président Tebboune s'est déroulée à l'université d'Istanbul devant ses éminents docteurs, en présence du vice-président de la Turquie, Fuat Oktay.

Président Erdogan : "nous considérons hautement le rôle de l'Algérie en Afrique du Nord et au Sahel"

La Turquie considère hautement le rôle joué par l'Algérie en Afrique du Nord et au Sahel, a indiqué lundi à Ankara le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président turc a avancé: "nous considérons hautement le rôle que joue l'Algérie en Afrique du Nord et au Sahel".

"En tant que pays qui jouent un rôle important pour assurer la sécurité et la paix dans le continent africain, nous sommes déterminés à renforcer égale-

ment notre coopération dans les industries militaires", a-t-il ajouté. Le président turc a indiqué, par ailleurs, que les entretiens avec le Président Tebboune ont porté sur l'action commune à entreprendre au niveau international concernant plusieurs dossiers, dont les dossiers libyen et palestinien.

A cet égard, il a évoqué la possibilité de développer la coopération diplomatique par le biais des ministres des Affaires étrangères sous la supervision des présidents des deux pays, en poursuivant les réunions du

Conseil de coopération

conjoint. Mettant en avant l'intérêt accordé par la Turquie au développement économique, à la paix et à la stabilité politique en Afrique, le Président Erdogan a félicité, par la même, la Somalie pour la réussite des Présidentielles.

L'Algérie et la Turquie ont signé, lundi à Ankara, plusieurs accords de coopération et mémorandums d'entente dans divers domaines, dans le cadre de la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en Turquie, à l'invitation de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.